

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL 2019

incluant

- Rapport semestriel d'activité 2019
- Etats financiers consolidés condensés au 30 juin 2019
- Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2019
- Déclaration de la personne responsable du Rapport financier semestriel 2019



GROUPE GORGÉ SA

19 RUE DU QUATRE SEPTEMBRE

75002 PARIS

www.groupe-gorge.com

RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE 2019

Extrait du communiqué de presse diffusé le 18 septembre 2019

Résultats du premier semestre 2019

- **Carnet de commandes record**
- **Nette amélioration de la rentabilité dans les 3 pôles d'activité**
- **Capacité d'autofinancement en hausse à 10,6 millions d'euros**

(en millions d'euros)	S1 2019 ¹	S1 2018 ²	Variation
Carnet de commandes fin de période	641,2	202,3	+216,9 %
Chiffre d'affaires³	135,4	123,0	+10,0 %
EBITDA⁴	14,3	5,3	+169,2 %
Résultat opérationnel courant	2,6	(1,9)	+237,5 %
Résultat opérationnel	0,0	(4,5)	+4,5 M€
Impôts	(2,2)	(0,1)	-2,1 M€
Résultat net des activités non poursuivies	0,3	0,3	-
Résultat net	(2,1)	(4,5)	+2,3 M€
Résultat net part du groupe	(2,1)	(3,6)	+1,5 M€
Capacité d'autofinancement	10,6	1,1	+861,7 %

Au premier semestre 2019, le **chiffre d'affaires** de Groupe Gorgé a progressé de 10,0% à 135,4 millions d'euros. La croissance a été portée par la bonne performance des activités Robotique et Aérospatial dans les Systèmes Intelligents de Sûreté et l'ensemble des activités dans le pôle Impression 3D.

Au 30 juin 2019, le carnet de commandes de Groupe Gorgé atteint son plus haut niveau historique à 641,2 millions d'euros, multiplié par plus de 3 par rapport au 30 juin 2018, bénéficiant du contrat majeur d'environ 450 millions d'euros de robotique navale pour les marines belge et néerlandaise dans le pôle Systèmes Intelligents de Sûreté.

L'**EBITDA** du groupe progresse très fortement de 169,2 % à 14,3 millions au premier semestre 2019. Il traduit la forte amélioration de la rentabilité dans l'ensemble des pôles d'activité et, à hauteur de 2,9 millions d'euros par l'application de la norme IFRS 16 – *Contrats de location* à compter du 1^{er} janvier 2019. La marge d'EBITDA du groupe ressort à 10,5 % contre 4,3 % au premier semestre 2018.

Le **résultat opérationnel courant** s'établit à 2,6 millions d'euros, contre -1,9 million d'euros au premier semestre 2018. Les **éléments non courants** du résultat opérationnel sont de -2,7 millions d'euros au premier semestre 2019, avec en particulier des coûts de restructurations dans les trois pôles pour un montant de 1,0 million d'euros.

Le **résultat financier** est de -0,2 million d'euros, contre -0,3 million d'euros au premier semestre 2018.

La charge d'**impôt** s'élève à -2,2 millions d'euros, contre -0,1 million d'euros au premier semestre 2018. Cette hausse est en partie due à l'amélioration de la profitabilité des activités. Le groupe est aussi pénalisé par une évolution défavorable des impôts différés (environ 1,4 million d'euros) attachés aux déficits reportables inscrits à l'actif.

¹ Première application de la norme IFRS 16 - *Contrats de location* à compter du 1^{er} janvier 2019 (les impacts sont décrits dans l'annexe aux comptes) sans modification rétrospective pour 2018.

² Dans le pôle Protection des Installations à Risques, Cimlec et ses filiales (groupe Cimlec) ont été cédées le 9 juillet 2019. Conformément à la norme IFRS 5 - *Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées*, la contribution du groupe Cimlec figure sur la ligne « résultat net des activités non poursuivies » et non pas sur chaque ligne du compte de résultat. Pour information, ces activités ont représenté 20,1 millions d'euros de chiffre d'affaires au premier semestre 2018 et 21,8 millions d'euros au premier semestre 2019.

³ Le chiffre d'affaires arrêté diffère de 0,9 million d'euros du chiffre d'affaires publié le 28 juillet 2019 en raison de modifications sur certains contrats de modalités d'application de la norme IFRS 15 - *Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients* dans le pôle Systèmes Intelligents de Sûreté (ECA).

⁴ Résultat opérationnel courant avant dotations nettes aux amortissements et provisions et charges liées à l'attribution gratuite d'actions.

Le résultat net des activités non poursuivies (Cimlec Industrie) s'élève à 0,3 million d'euros, en 2019 comme en 2018. Le **résultat net part du groupe** s'améliore pour sa part de 1,5 million d'euros à -2,1 millions d'euros au premier semestre, contre -3,6 millions d'euros à la même période de l'exercice précédent. Le résultat net du semestre ne prend pas encore en compte la plus-value de plus de 20 millions d'euros liée à la cession du groupe Cimlec le 9 juillet 2019.

L'impact de la première application de la norme IFRS 16 – *Contrats de location* s'élève à 2,9 millions d'euros sur l'EBITDA mais est négligeable sur le résultat opérationnel et le résultat net (moins de 0,2 million d'euros).

Performance par pôle

(En millions d'euros)	Chiffre d'affaires			EBITDA ⁴		
	S1 2019	S1 2018	Variation	S1 2019	S1 2018	Variation
Systèmes Intelligents de Sûreté	57,1	50,1	+13,9 %	9,9	5,5	+4,4 M€
Protection des Installations à Risques	65,7	65,7	+0,0 %	3,5	0,2	+3,3 M€
Impression 3D	35,3	27,6	+28,1 %	2,6	0,2	+2,4 M€
Structure & éliminations	(0,9)	(0,5)	n.s.	(0,2)	0,6	n.s.
Activités non poursuivies⁵	(21,8)	(20,1)	n.s.	(1,5)	(1,0)	n.s.
Autres ajustements⁶	-	0,3	n.s.	-	(0,1)	n.s.
Consolidé	135,4	123,0	+10,0 %	14,3	5,3	+169,2 %

Systèmes Intelligents de Sûreté

Pour le premier semestre 2019, le chiffre d'affaires du pôle Systèmes Intelligents de Sûreté s'établit à 57,1 millions d'euros, en nette hausse de 13,3%. Cette accélération repose sur la performance remarquable des activités Robotique (+29,6 %) et Aérospatial (+11,2 %) qui compensent le recul de la Simulation qui ne représente plus que 4,5 % du chiffre d'affaires du pôle à 2,6 millions d'euros (-54,3 %). Au cours du semestre, le pôle a comptabilisé une partie du chiffre d'affaires qui pourra être reconnu cette année sur le contrat pour les marines belge et néerlandaises, les équipes sont mobilisées, de nombreux recrutements sont en cours et la phase d'études du projet a commencé.

Au 30 juin 2019, le carnet de commandes du pôle atteint le niveau historique de 545,5 millions d'euros, multiplié par 5,5 par rapport au 30 juin 2018.

L'EBITDA progresse de 85,4 % et atteint 9,9 millions d'euros. La marge d'EBITDA croît de 10,6 % au premier semestre 2018 à 17,3 % au premier semestre 2019. Elle traduit l'excellente progression dans le pôle Robotique, un retour à la rentabilité du pôle Aérospatial et l'application de la norme IFRS 16 – *Contrats de location* pour 1,1 million d'euros.

Après des éléments non courants de 0,4 million d'euros, le résultat opérationnel s'établit en hausse de 322,9 % à 3,8 millions d'euros. La marge opérationnelle ressort à 6,6 %, en nette hausse par rapport au premier semestre 2018.

Protection des Installations à Risques

Dans le pôle Protection des Installations à Risques, en incluant Cimlec et ses filiales cédées le 9 juillet 2019, le chiffre d'affaires ressort à 65,7 millions d'euros au premier semestre 2019, stable par rapport au premier semestre 2018. Le groupe a cédé au deuxième trimestre les filiales NTS et Hoekstra, ces activités ont contribué à hauteur de 3,8 millions d'euros au chiffre d'affaires de l'exercice 2018.

Cimlec et ses filiales étant consolidées sur une seule ligne du compte de résultat en application d'IFRS 5 (activités non poursuivies), le chiffre d'affaires du pôle diminué de leur contribution s'établit à 43,5 millions d'euros. Le pôle représente désormais 32% du chiffre d'affaires semestriel de Groupe Gorgé.

Le carnet de commandes du pôle ressort à 89,2 millions d'euros au 30 juin 2019.

L'EBITDA du pôle progresse nettement ce semestre à 3,5 millions d'euros, en hausse de 3,3 millions d'euros grâce au redressement de l'activité Nucléaire et renforcé par l'application de la norme IFRS 16 pour 0,8 million d'euros. La marge d'EBITDA ressort pour sa part à 5,3 %.

Après des éléments non courant de 1,2 million d'euros, liés notamment à des coûts de restructurations pour 0,4 million d'euros et de cession pour 0,8 million d'euros, le résultat opérationnel s'améliore de 2,5 millions d'euros à -0,2 million d'euros au premier semestre 2019.

Impression 3D

⁵ L'ajustement IFRS 5 - *Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées* concerne la contribution de Cimlec et ses filiales (groupe Cimlec) au sein du pôle Protection des Installations à Risques. Ces filiales ont été cédées le 9 juillet 2019 et sont consolidées au sein des activités non poursuivies.

⁶ Dans le pôle Systèmes Intelligents de Sûreté, les données sectorielles 2018 sont ajustées de la contribution des activités dont la fermeture ou la cession avait été décidée en 2017 (cession du fonds de commerce de SSI en août 2018 dans la Simulation).

Le chiffre d'affaires du premier semestre 2019 s'établit à 35,3 millions d'euros, en forte progression de 28,1 % par rapport au premier semestre 2018. Le semestre a été marqué par la poursuite d'une croissance organique dynamique dans les activités Systems (+33,1 %) et Products (+19,7 %), renforcée par un effet périmètre favorable dû à la consolidation des sociétés acquises en 2018 et début 2019 (5,3 millions d'euros).

L'EBITDA du pôle s'établit à 2,6 millions d'euros, multiplié par 13 en un an. Il traduit une forte amélioration de la rentabilité de l'entreprise, et pour 1,0 million d'euros l'application de la norme IFRS 16. La marge d'EBITDA progresse à 7,3 % au premier semestre 2019, contre 0,7 % au premier semestre 2018.

Le résultat opérationnel s'améliore de 0,1 million d'euros à -2,5 millions d'euros au premier semestre 2019. Il est pourtant pénalisé par des éléments non courants de 1,0 million d'euros liés essentiellement à l'amortissement des incorporels reconnus à la juste valeur lors des acquisitions, des coûts de restructuration dans le médical ainsi qu'une charge liée à l'attribution gratuite d'actions de 0,5 million d'euros ce semestre. En effet, Prodways Group a mis en place en janvier 2019 un nouveau plan d'attribution gratuite d'actions (802 800 actions, soit une dilution maximale d'environ 1,58 % sur la base du capital existant) concernant l'ensemble des collaborateurs. Ce dispositif est principalement conditionné à l'atteinte sur 3 ans de critères de performance basés sur le résultat opérationnel et permet de renforcer l'alignement des intérêts des dirigeants et collaborateurs avec ceux des actionnaires.

Situation financière au 30 juin 2019

Le flux de trésorerie opérationnelle du semestre s'élève à 9,5 millions d'euros, contre 4,4 millions d'euros au premier semestre 2018, bénéficiant de l'amélioration de la capacité d'autofinancement à 10,6 millions d'euros contre 1,1 million d'euro en juin 2018 ainsi que de l'évolution favorable du besoin en fonds de roulement pour 0,8 million d'euros.

Durant le semestre, le groupe a maintenu un niveau d'investissements soutenu à 11,2 millions d'euros. 5,3 millions d'euros sont liés aux flux du semestre concernant les acquisitions (Surdifuse-L'Embout Français, complément de prix d'Avenao et rachat des minoritaires dans le pôle Impression 3D) et les cessions (NTS et Hoekstra dans le pôle Protection des Installations à Risques, solde de la cession d'EN Moteurs dans le pôle Systèmes Intelligents de Sécurité). Le produit de cession de Cimlec n'a été encaissé qu'en juillet 2019.

Au 30 juin 2019, le groupe affiche une dette nette (hors dette des loyers résultant de l'application de la norme IFRS 16 et y compris la valeur de l'autocontrôle) de 31,9 millions d'euros, contre une dette nette de 27,7 millions d'euros au 31 décembre 2018.

Perspectives 2019

Pour 2019, le pôle **Systèmes Intelligents de Sécurité** confirme que son objectif d'une croissance du chiffre d'affaires supérieure à 5 % devrait être nettement dépassé.

Le bon niveau du carnet de commandes de l'Aérospatial permet d'anticiper une performance solide au second semestre. La dynamique commerciale reste favorable notamment dans le secteur des *Automated Guided Vehicles*, déclinaison du savoir-faire du groupe dans les drones et véhicules terrestres, ces nouveaux développements suscitent des marques d'intérêt importantes notamment dans le secteur aéronautique. ECA Group anticipe un potentiel significatif pour cette activité à moyen terme. Le groupe attend des appels d'offres significatifs dans le pôle Simulation qui devraient contribuer au redressement de l'activité.

Enfin, dans la Robotique, la performance devrait continuer d'être de très bon niveau, portée par l'exécution du contrat belgo-néerlandais pour la fourniture de 12 navires de chasse aux mines. De nouvelles opportunités de contrats de chasse aux mines sont d'ores et déjà identifiées dans plusieurs pays.

Dans le pôle **Protection des Installations à Risques**, le redressement observé tout au long de l'exercice 2018 devrait se poursuivre en 2019 pour l'ensemble des activités du pôle et plusieurs gros contrats sont attendus.

La réorganisation du capital de l'activité Protection Incendie France (CLF Satrem, AMOPSI et SVF) permettra d'amplifier le développement de ces activités qui ont vu leur performance diminuer au cours des dernières années. L'opération avec effet de levier dans laquelle le management détient 30 % du capital de l'activité a été finalisée le 25 juillet 2019. L'activité reste bien entendu consolidée dans les comptes du groupe.

Le pôle **Impression 3D** travaille depuis plusieurs années sur des projets d'industrialisation de l'impression 3D dans différents secteurs d'activité. Ces projets mettraient en œuvre un nombre important de machines dédiées à des applications de production consommant plusieurs tonnes de matière. Le pôle constate une inflexion positive de certains marchés et des avancées significatives ont été réalisées au cours des derniers mois sur plusieurs projets. Le pôle espère une première commande de ce type dans les 6 prochains mois.

La cession du groupe Cimlec modifie la perspective de chiffre d'affaires du pôle Protection des Installations à Risques, cependant le **groupe** confirme viser un objectif de croissance de 10% pour 2019.

Le résultat net de l'exercice devrait afficher une très nette progression par rapport à l'exercice précédent, indépendamment de la prise en compte de la cession du groupe Cimlec, intervenue le 9 juillet 2019, qui viendra augmenter de plus de 20 millions d'euros le résultat net de l'exercice. L'ensemble de ces éléments devrait permettre au groupe d'atteindre un résultat net historique en 2019. Le produit de cession améliorera également de façon très sensible la dette nette du groupe.

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES CONDENSES AU 30 JUIN 2019

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDÉE

Actif

<i>(en milliers d'euros)</i>	Notes	30/06/2019	30/06/2018*	31/12/2018*
ACTIFS NON COURANTS		166 145	138 565	143 531
Écarts d'acquisition	6.1	64 080	57 327	62 887
Immobilisations incorporelles	6.2	41 262	40 686	42 412
Immobilisations corporelles	6.3	21 555	27 798	27 180
Droits d'utilisation	6.4	28 485	-	-
Immeubles de placement		298	298	298
Coûts d'obtention de contrats	4.3	1 868	1 651	1 436
Participations dans les entreprises associées	8.5	1 049	955	998
Autres actifs financiers	8.6	5 203	4 505	4 419
Actifs d'impôt différé	9.2	2 346	5 341	3 902
Autres actifs non courants		-	4	-
ACTIFS COURANTS		231 977	245 056	240 608
Stocks nets	4.2	31 689	28 442	30 066
Créances clients nettes	4.4	64 181	57 043	73 982
Actifs sur contrats	4.4	54 517	46 996	50 318
Autres actifs courants	4.5	20 207	18 947	17 938
Actifs d'impôt exigible	9.1	23 579	23 762	26 296
Autres actifs financiers courants		13	7	6
Trésorerie et autres équivalents	8.2	37 791	69 860	42 002
ACTIFS DESTINÉS A LA VENTE		22 567	-	-
TOTAUX DE L'ACTIF		420 690	383 621	384 138

* Colonnes juin 2018 et décembre 2018 retraitées des éléments détaillés en note 1.3.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDÉE

Passif et capitaux propres

(en milliers d'euros)	Notes	30/06/2019	30/06/2018*	31/12/2018*
CAPITAUX PROPRES (PART DU GROUPE)		88 864	94 040	95 938
Capital ⁽¹⁾	10.1	13 503	13 503	13 503
Primes ⁽¹⁾		26 914	26 914	26 914
Réserves et résultat consolidés		48 447	53 623	55 522
INTERETS MINORITAIRES		64 263	64 788	65 573
PASSIFS NON COURANTS		74 742	48 821	59 535
Provisions long terme	5.2	7 783	9 565	8 945
Dettes financières à long terme - à plus d'un an	8.1	41 604	33 848	45 309
Dettes de loyer – à plus d'un an	8.3	21 257		
Autres passifs financiers	8.4	1 775	2 514	2 660
Impôts différés	9.2	1 768	2 078	2 010
Autres passifs non courants		554	815	611
PASSIFS COURANTS		172 460	175 971	163 092
Provisions court terme	11	5 257	7 824	5 805
Dettes financières à long terme - à moins d'un an	8.1	30 224	45 336	25 532
Dettes de loyer – à moins d'un an	8.3	5 817		-
Instruments financiers et dérivés		-	-	16
Dettes fournisseurs d'exploitation	4.6	45 630	47 606	48 544
Passifs sur contrats	4.4	29 221	20 272	28 666
Autres passifs courants	4.6	55 948	54 733	54 274
Passifs d'impôt exigible	9.1	363	200	255
PASSIFS DESTINÉS A LA VENTE		20 360	-	-
TOTAUX DU PASSIF		420 690	383 621	384 138

* Colonnes juin 2018 et décembre 2018 retraitées des éléments détaillés en note 1.3.

⁽¹⁾ De l'entreprise mère consolidante.

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

(en milliers d'euros)	Notes	30/06/2019	30/06/2018*	31/12/2018*
CHIFFRE D'AFFAIRES	3.2	135 377	123 019	253 170
Production immobilisée		3 389	3 491	7 541
Production stockée		2 076	714	981
Autres produits d'exploitation		2 831	2 853	6 571
Achats consommés		(74 789)	(71 354)	(144 382)
Charges de personnel		(54 618)	(53 179)	(105 123)
Impôts et taxes		(1 454)	(1 527)	(3 213)
Dotations aux amortissements et aux provisions nettes des reprises	4.1	(11 123)	(7 077)	(14 023)
Autres charges d'exploitation nettes des produits		939	1 148	630
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT		2 629	(1 912)	2 152
Éléments non courants	3.1	(2 669)	(2 592)	(2 794)
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL		(40)	(4 504)	(642)
Intérêts financiers relatifs à la dette brute		(441)	(891)	(1 684)
Produits financiers relatifs à la trésorerie et équivalents		5	24	92
COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET (a)	8.7	(436)	(867)	(1 591)
Autres produits financiers (b)		445	827	908
Autres charges financières (c)		(228)	(215)	(320)
CHARGES ET PRODUITS FINANCIERS (d=a+b+c)	8.7	(218)	(255)	(1 003)
Impôt sur le résultat	9.1	(2 237)	(92)	(2 173)
Quote-part dans les résultats des entreprises mises en équivalence		29	42	67
RÉSULTAT APRES IMPOTS DES ACTIVITÉS POURSUIVIES		(2 466)	(4 808)	(3 752)
Résultat net des activités non poursuivies	12	324	340	1 717
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ		(2 142)	(4 468)	(2 035)
RESULTAT ATTRIBUABLE AUX ACTIONNAIRES DE LA MERE		(2 062)	(3 559)	(1 917)
RESULTAT ATTRIBUABLE AUX PARTICIPATIONS NE DONNANT PAS LE CONTROLE		(81)	(910)	(117)

Nombre moyen d'actions	10.2	13 507 563	13 497 239	13 508 279
Résultat net par action de base et dilué, en euros	10.2	(0,153)	(0,264)	(0,142)
Résultat net par action des activités poursuivies et dilué, en euros		(0,175)	(0,288)	(0,263)

* Colonnes juin 2018 et décembre 2018 retraitées des éléments détaillés en note 1.3.

ÉTAT DU RÉSULTAT NET ET DES GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS EN CAPITAUX PROPRES

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2019	30/06/2018*	31/12/2018*
RÉSULTAT NET	(2 142)	(4 468)	(2 035)
Écarts de conversion	148	(63)	68
Impôts sur écarts de conversion	(17)	-	-
Écarts actuariels sur les régimes à prestations définies	(1 262)	147	583
Impôts sur les écarts actuariels sur les régimes à prestations définies	316	(37)	(146)
Quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres des entreprises mises en équivalence	-	-	-
TOTAL DES GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS EN CAPITAUX PROPRES	(816)	47	506
- dont éléments recyclables ultérieurement en résultat	(816)	47	506
- dont éléments non recyclables ultérieurement en résultat	-	-	-
RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ	(2 959)	(4 422)	(1 529)
RESULTAT GLOBAL ATTRIBUABLE AUX ACTIONNAIRES DE LA MERE	(2 686)	(3 502)	(1 512)
RESULTAT GLOBAL ATTRIBUABLE AUX PARTICIPATIONS NE DONNANT PAS LE CONTROLE	(273)	(920)	(16)

* Colonnes juin 2018 et décembre 2018 retraitées des éléments détaillés en note 1.3.

TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE

(en milliers d'euros)	30/06/2019	30/06/2018*	31/12/2018*
RÉSULTAT NET DES ACTIVITÉS POURSUIVIES	(2 466)	(4 808)	(3 752)
Charges et produits calculés	9 676	5 051	10 388
Plus et moins-values de cessions	745	(57)	(776)
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	(29)	(42)	(67)
CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT (avant neutralisation du cout de l'endettement financier net et des impôts)	7 926	143	5 793
Coût de l'endettement financier net	436	867	1 591
Charge d'impôt	2 237	92	2 173
CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT (après neutralisation du cout de l'endettement financier net et des impôts)	10 598	1 102	9 557
Impôts versés	(1 957)	(918)	(2 390)
Variation du besoin en fonds de roulement	832	4 229	(10 470)
FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR L'ACTIVITÉ (A)	9 474	4 412	(3 302)
Opérations d'investissement			
Décaissement / acquisition immobilisations incorporelles	(3 248)	(3 575)	(6 868)
Décaissement / acquisition immobilisations corporelles	(2 740)	(3 899)	(6 450)
Encaissement / cession immobilisations corporelles et incorporelles	136	149	175
Décaissement / acquisition immobilisations financières	(127)	(679)	(931)
Encaissement / cession immobilisations financières	120	38	131
Trésorerie nette / acquisitions et cessions de filiales	(5 326)	(582)	(7 152)
FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT (B)	(11 186)	(8 548)	(21 095)
Opérations de financement			
Augmentations de capital ou apports	100	-	-
Dividendes versés aux actionnaires de la mère	-	(4 320)	(4 320)
Dividendes versés aux minoritaires	(217)	(120)	(158)
Encaissements provenant d'emprunts	8 271	2 554	17 908
Remboursement d'emprunts	(9 369)	(6 909)	(28 576)
Coût de l'endettement financier net	(303)	(511)	(1 491)
FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT (C)	(1 518)	(9 306)	(16 637)
FLUX DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR LES ACTIVITÉS POURSUIVIES (D= A+B+C)	(3 230)	(13 442)	(41 038)
Flux de trésorerie généré par les activités non poursuivies	(494)	(1 852)	(433)
VARIATION DE TRÉSORERIE	(3 724)	(15 294)	(41 471)
<i>Incidence des variations de taux de change</i>	92	28	69
TRÉSORERIE A L'OUVERTURE	37 645	78 983	78 983
Reclassement de trésorerie et incidence des activités non poursuivies ⁽¹⁾	(1 808)	(3 788)	(2 391)
TRÉSORERIE A LA CLOTURE	32 698	62 380	35 626

⁽¹⁾ lié au reclassement des actions propres et à la trésorerie des activités non poursuivies.

* Colonnes juin 2018 et décembre 2018 retraitées des éléments détaillés en note 1.3.

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

(en milliers d'euros)	Part du groupe ou des propriétaires de la société mère						
	Capital	Réserves liées au capital	Actions d' autocontrôle	Réserves et résultats consolidés	Capitaux propres – part du groupe ou des propriétaires de la société mère	Capitaux propres – part des Minoritaires ou participations ne donnant pas le contrôle	Total capitaux propres
CAPITAUX PROPRES CLOTURE 2017	13 503	26 914	(813)	62 122	101 726	65 391	167 117
Impacts IFRS 15	-	-	-	(75)	(75)	(46)	(121)
Impacts IFRS 3R	-	-	--	(22)	(22)	98	76
CAPITAUX PROPRES CLOTURE 2017 RETRAITES	13 503	26 914	(813)	62 025	101 629	65 443	167 073
Opérations sur capital	-	-	-	-	-	-	-
Plan d'attribution gratuite et de souscriptions d'actions	-	-	-	68	68	47	116
Opérations sur actions d'autocontrôle	-	-	(52)	-	(52)	(7)	(59)
Engagement envers les minoritaires	-	-	-	94	94	74	168
Dividendes	-	-	-	(4 320)	(4 320)	(160)	(4 480)
Résultat net de l'exercice*	-	-	18	(3 576)	(3 559)	(910)	(4 468)
Eléments du résultat global	-	-	-	57	57	(9)	47
RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE	-	-	18	(3 519)	(3 502)	(920)	(4 422)
Variations de périmètre	-	-	1	120	122	312	433
CAPITAUX PROPRES CLOTURE JUIN 2018	13 503	26 914	(845)	54 468	94 040	64 789	158 828

* Retraité des éléments détaillés en note 1.3.

(en milliers d'euros)	Part du groupe ou des propriétaires de la société mère						
	Capital	Réserves liées au capital	Actions d' autocontrôle	Réserves et résultats consolidés	Capitaux propres – part du groupe ou des propriétaires de la société mère	Capitaux propres – part des Minoritaires ou participations ne donnant pas le contrôle	Total capitaux propres
CAPITAUX PROPRES CLOTURE 2018	13 503	26 914	(667)	56 224	95 974	65 600	161 573
Impacts IFRS 3R	-	-	-	(35)	(35)	(27)	(62)
CAPITAUX PROPRES CLOTURE 2018 RETRAITES *	13 503	26 914	(667)	56 189	95 939	65 573	161 511
Opérations sur capital	-	-	-	-	-	-	-
Plan d'attribution gratuite et de souscriptions d'actions	-	-	-	219	219	170	389
Opérations sur actions d'autocontrôle	-	-	40	-	40	28	68
Engagement envers les minoritaires	-	-	-	(46)	(46)	1	(45)
Dividendes	-	-	-	(4 320)	(4 320)	(1 614)	(5 933)
Résultat net de l'exercice	-	-	(135)	(1 927)	(2 062)	(81)	(2 143)
Eléments du résultat global	-	-	-	(624)	(624)	(192)	(816)
RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE *	-	-	(135)	(2 551)	(2 686)	(273)	(2 959)
Variations de périmètre	-	-	(7)	(276)	(283)	379	96
CAPITAUX PROPRES CLOTURE JUIN 2019	13 503	26 914	(768)	49 215	88 864	64 263	153 127

NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS CONDENSÉS

Les comptes semestriels consolidés condensés de GROUPE GORGÉ couvrent une période de 6 mois, du 1^{er} janvier au 30 juin 2019. Ils ont été arrêtés par le Conseil d'administration en date du 17 septembre 2019.

Le Groupe constate des variations saisonnières de ses activités qui peuvent affecter, d'un semestre à l'autre, le niveau du chiffre d'affaires. Ainsi, les résultats intermédiaires ne sont pas nécessairement indicatifs de ceux pouvant être attendus pour l'ensemble de l'année 2019.

Les faits marquants du premier semestre sont développés dans le rapport d'activité.

NOTE 1 PRINCIPES COMPTABLES

1.1 Principes comptables

Le Groupe prépare des états financiers consolidés selon une périodicité semestrielle, conformément à la norme IAS 34 « *Information financière intermédiaire* ». Ils n'incluent pas toute l'information requise pour l'établissement des états financiers annuels et doivent être lus en liaison avec les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils figurent dans le Document de Référence déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 17 avril 2019 sous le numéro D.19-0353.

Les principes comptables retenus pour la préparation des comptes consolidés semestriels sont conformes aux normes et interprétations IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne au 30 juin 2019. Ces principes comptables retenus sont cohérents avec ceux utilisés dans la préparation des comptes consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, à l'exception de l'application IFRS 16 – *Contrats de location*.

Le Groupe a appliqué l'ensemble des normes, amendements et interprétations d'application obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019 :

- IFRS 16 – *Contrats de location* ; l'application de cette norme est décrite en note 1.3.2 ;
- IFRIC 23 – *Incertitude relative aux traitements fiscaux* ;
- amendements IFRS 9 - *Clause de remboursement anticipé avec une pénalité* ;
- amendements IAS 19 – *Avantages au personnel* ;
- améliorations des cycles 2015-2017 ;
- amendement IAS 28 - *Intérêts à long terme dans une entreprise associée ou une coentreprise* ;

Hors IFRS 16 ces nouveaux textes n'ont pas d'incidence significative sur les comptes du groupe.

Le Groupe n'a pas appliqué les normes et interprétations suivantes, qui n'ont pas été adoptées par l'Union Européenne au 30 juin 2019 ou dont l'application n'est pas obligatoire dès le 1^{er} janvier 2019 :

- IFRS 17 - *Contrats d'assurance* ;
- amendements d'IFRS 3 - *Définition d'une activité* ;
- amendements IAS 1 et IAS 8 - *Définition de la matérialité dans les états financiers* ;
- amendements aux Références du cadre conceptuel dans les normes IFRS.

1.2 Méthodes et règles d'évaluation

Les états financiers sont préparés selon le principe du coût historique, à l'exception des instruments dérivés et des actifs financiers disponibles à la vente qui ont été évalués à leur juste valeur. Les passifs financiers sont évalués selon le principe du coût amorti. Les instruments de couverture sont évalués à la juste valeur.

La préparation des états financiers implique que la direction du Groupe ou des filiales procède à des estimations et retienne certaines hypothèses qui ont une incidence sur les montants d'actifs et de passifs inscrits au bilan consolidé, les montants de charges et de produits du compte de résultat et les engagements relatifs à la période arrêtée. Les résultats réels ultérieurs pourraient être différents.

Ces hypothèses concernent principalement :

- l'évaluation de la valeur recouvrable des actifs,
- l'évaluation des provisions pour risques et charges,
- l'évaluation des résultats à terminaison des affaires en cours,
- l'évaluation des engagements de retraite.

Les sociétés intégrées exerçant leur activité dans des secteurs différents, les règles de valorisation et de dépréciation de certains postes sont spécifiques au contexte de chaque entreprise.

Les méthodes et règles d'évaluation appliquées pour les comptes consolidés semestriels sont similaires à celles décrites dans l'annexe aux comptes consolidés 2018 (Document de Référence déposé auprès de l'AMF le 17 avril 2019), à l'exception de ce qui est décrit en note 1.3 concernant la mise en œuvre de la norme IFRS 16 et l'application de la norme IFRS 5.

1.3 Retraitement des informations financières des exercices antérieurs et au 1^{er} janvier 2019

Les comptes au 1^{er} janvier 2019 ont été modifiés principalement pour quatre raisons : la modification des comptes au 31 décembre 2018 relative à la finalisation en 2019 de travaux d'évaluation à la juste valeur liés à des acquisitions de 2018 ; des reclassements d'actifs et de passifs dans le cadre de l'application de la norme IFRS 15 ; la première mise en œuvre au 1^{er} janvier 2019 de la norme IFRS 16 ; l'application de la norme IFRS 5. Dans l'ensemble de l'annexe, les informations relatives à 2019 sont comparées aux informations 2018 retraitées tel qu'expliqué ci-dessous.

1.3.1 Finalisation de travaux d'évaluation d'actifs et passifs acquis (IFRS 3R)

La norme IFRS 3R prévoit que l'évaluation à la juste valeur des actifs et passifs acquis doit faire l'objet de modifications rétrospectives, comme si les modifications avaient été apportées à la date d'entrée dans le périmètre. Les comptes au 30 juin 2018 ont été modifiés en raison de la finalisation dans les comptes au 31 décembre 2018 des travaux d'évaluations à la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels acquis du groupe AVENAO et d'INTERSON PROTAC. Les comptes au 31 décembre 2018 ont donc été modifiés en raison de la finalisation des travaux d'évaluations à la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels acquis de la société SOLIDSCAPE.

Les modifications apportées portent sur la valorisation des actifs incorporels hors imposition différée dans le bilan d'acquisition de SOLIDSCAPE et leur amortissement consécutif :

- 1 559 milliers d'euros pour la marque et la relation clientèle ;
- 639 milliers d'euros pour la technologie.

1.3.2 Application d'IFRS 16 – Contrats de location

Le groupe a mis en œuvre pour la première fois la norme IFRS 16 – *Contrats de location* applicable au 1^{er} janvier 2019. Le groupe ayant fait le choix de la méthode rétrospective simplifiée, les états financiers du premier semestre 2019 n'incluent pas de comptes comparatifs 2018 retraités des effets de l'application de cette nouvelle norme, mais le bilan d'ouverture au 1^{er} janvier 2019 est ajusté.

La nouvelle norme sur les contrats de location, IFRS 16 met davantage l'accent sur le contrôle de l'actif loué. IFRS 16 remplace les normes existantes en matière de contrats de location. Selon IFRS 16, le Groupe doit comptabiliser des actifs (correspondant aux droits d'utilisation des actifs sous-jacents) et des passifs de loyers au titre de ses obligations à payer le loyer pour tous ses contrats de location. La valeur de l'actif (droit d'utilisation) et de la dette de location est évaluée initialement à la valeur actualisée des paiements futurs de loyers, ainsi que des paiements estimés à la fin du contrat. La durée de location est définie contrat par contrat et correspond à la période ferme de l'engagement en tenant compte des périodes optionnelles qui seront raisonnablement certaines d'être exercées. Le droit d'utilisation comptabilisé à l'actif est amorti sur la durée restante des contrats de location. Le Groupe applique les exemptions prévues par la norme pour les contrats ayant une durée de 12 mois ou moins et pour les contrats pour lesquels l'actif sous-jacent a une faible valeur (moins de 5 000 USD) lorsqu'il est nouveau. Ces loyers sont comptabilisés directement en charges. Par ailleurs, les mesures de simplification suivantes ont été appliquées à la transition :

- les contrats avec une durée résiduelle inférieure à 12 mois à compter du 1^{er} janvier 2019 ne donnent pas lieu à la comptabilisation d'un actif et d'une dette ;
- les contrats qualifiés de location financement selon la norme IAS 17 anciennement applicable ont été repris à l'identique de 2018 mais sont désormais présentés au sein des dettes de loyer et des droits d'utilisation ;
- les taux d'actualisation appliqués à la date de transition sont basés sur les taux d'emprunt marginaux par nature de bien du Groupe à la date de transition. Le taux marginal moyen retenu à cette date et sur la période du premier semestre 2019 s'élève à 1,01%.

Les contrats conclus par le Groupe entrant dans le champ d'application de cette norme concernent principalement :

- les locations immobilières ;
- les locations de véhicules et autres équipements.

Le Groupe a retenu la méthode « rétrospective simplifiée » prévue par la norme qui consiste à comptabiliser l'effet cumulatif de l'application initiale comme un ajustement sur les capitaux propres d'ouverture en considérant que l'actif au titre du droit d'utilisation est égal au montant des obligations locatives, ajusté du montant des loyers payés d'avance.

L'engagement de loyers relatifs aux contrats de location simple dont le groupe est preneur s'élevait au 31 décembre 2018 à 19,2 millions d'euros. L'application rétrospective simplifiée de la norme IFRS 16 a conduit à la comptabilisation au 1^{er} janvier 2019 d'un passif de loyers de 23,2 millions d'euros (y compris la dette de loyers des activités non poursuivies). La différence de 4,0 millions d'euros se décompose entre :

- la dette relative aux contrats de location financement pour 2,2 millions d'euros comptabilisée en dettes financières au 31 décembre 2018 ;
- l'effet de l'actualisation pour -1,2 million d'euros ;
- des écarts sur le périmètre des contrats retraités pour 0,2 million d'euros ;
- des différences entre la période d'engagement et la durée raisonnablement certaine finalement retenue pour certains contrats pour 2,8 millions d'euros, concernant très essentiellement des baux immobiliers.

Les contrats de location retraités selon IFRS 16 ont une valeur totale de 28,3 millions d'euros au bilan et un impact semestriel très limité au compte de résultat en net part du groupe (124 milliers d'euros). En revanche, la nature des charges liées à ces contrats de location a changé, puisque l'application d'IFRS 16 a remplacé la comptabilisation sur une base linéaire des charges au titre des contrats de location simple par une charge d'amortissement pour les actifs « droit d'utilisation » s'élevant à 3 394 milliers d'euros (dont 459 milliers d'euros relatifs aux contrats de location financement qui étaient valorisés en application d'IAS 17) et par une charge d'intérêt pour les passifs liés aux contrats de location s'élevant à 139 milliers d'euros au 30 juin 2019. Les impacts de l'application de la norme sur les comptes du semestre sont détaillés dans le tableau ci-dessous :

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>Immobilier</i>	<i>Autres actifs corporels</i>	<i>Paiements constatés d'avance</i>	Totaux nets à l'actif	Dettes de loyer au passif
Contrats de location financement reclassés	1 412	1 899	(7)	3 304	2 227
Contrats de location simples	17 690	3 588	(351)	20 927	20 938
Retraitement des activités non poursuivies	(1 004)	(1 020)	33	(1 991)	(1 991)
01/01/2019	18 098	4 467	(325)	22 240	21 174
Nouveaux contrats	7 880	850		8 729	8 730
Variations de périmètre	521	72	-	593	587
Amortissement des droits d'utilisation	(2 156)	(1 238)		(3 394)	
Charges d'intérêts					139
Paiements (charges de loyers annulées)			101	101	(3 589)
Variation des intérêts courus					36
Sorties	-	(6)		(6)	
Ecarts de conversion	(3)	-	-	(3)	(3)
30/06/2019	24 348	4 145	(224)	28 268	27 074
				<i>dont dettes de loyers à moins d'un an</i>	5 817
				<i>dont dettes de loyers à plus d'un an</i>	21 257

1.3.3 Application d'IFRS 5 – Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées

Le Groupe applique la norme IFRS 5 – *Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées* qui requiert une comptabilisation et une présentation spécifique des actifs (ou groupe d'actifs) détenus en vue de la vente et des activités arrêtées, cédées ou en cours de cession.

Les actifs non courants, ou groupe d'actifs et de passifs directement liés, sont considérés comme détenus en vue de la vente si leur valeur comptable est recouvrée principalement par le biais d'une vente plutôt que par une utilisation continue. Pour que tel soit le cas, l'actif (ou le groupe d'actifs) doit être disponible en vue de sa vente immédiate et sa vente doit être hautement probable. Ces actifs cessent d'être amortis à compter de leur qualification en actifs (ou groupe d'actifs) détenus en vue de la vente. Ils sont présentés sur une ligne séparée du bilan du Groupe, sans retraitement des périodes antérieures.

Une activité arrêtée, cédée ou en cours de cession, est définie comme une composante d'une entité ayant des flux de trésorerie indépendants du reste de l'entité et qui représente une ligne d'activité ou une région principale et distincte. Le résultat de ces activités est présenté sur une ligne distincte du compte de résultat et fait l'objet d'un retraitement dans le tableau de flux de trésorerie sur l'ensemble des périodes publiées.

En juin 2019, le Groupe a annoncé le projet de cession de la filiale CIMLEC Industrie (pôle Protection des Installations à Risques) à SPIE. La cession effective est intervenue en juillet 2019. Le compte de résultat et le tableau des flux de trésorerie au 30 juin et au 31 décembre 2018 ont été modifiés pour que la contribution de CIMLEC Industrie apparaisse sur une ligne distincte (voir note 12).

1.3.4 Impacts des retraitements sur les états financiers

Retraitement des comptes au 30 juin 2018

Les impacts des modifications apportées aux états financiers au 30 juin 2018 sont décrits dans les tableaux suivants :

(en milliers d'euros)	30/06/2018 publié	Ajustements IFRS 3R	Autres ajustements	30/06/2018 retraité
ACTIFS NON COURANTS	136 835	1 730	-	138 565
Ecarts d'acquisition	61 961	(4 634)	-	57 327
Autres immobilisations incorporelles	34 261	6 425	-	40 686
Immobilisations corporelles	27 798	-	-	27 798
Immeubles de placement	298	-	-	298
Coûts d'obtention et d'exécution de contrats	1 651	-	-	1 651
Participations dans les entreprises associées	955	-	-	955
Autres actifs financiers	4 505	-	-	4 505
Actifs d'impôt différé	5 402	(61)	-	5 341
Autres actifs non courants	4	-	-	4
ACTIFS COURANTS	245 047	-	8	245 056
Stocks nets	26 410	-	2 032	28 442
Créances clients nettes	56 185	-	858	57 043
Actifs sur contrats	49 878	-	(2 881)	46 996
Autres actifs courants	18 947	-	-	18 947
Actifs d'impôt exigible	23 762	-	-	23 762
Autres actifs financiers courants	7	-	-	7
Trésorerie et autres équivalents	69 860	-	-	69 860
ACTIFS DESTINÉS A LA VENTE	-	-	-	-
TOTAUX DE L'ACTIF	381 883	1 730	8	383 621

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2018 publié	Ajustements IFRS 3R	Autres ajustements	30/06/2018 retraité
CAPITAUX PROPRES (PART DU GROUPE)	94 107	(67)	-	94 040
INTERETS MINORITAIRES	64 729	59	-	64 788
PASSIFS NON COURANTS	47 082	1 738	-	48 821
Provisions long terme	9 565	-	-	9 565
Dettes financières à long terme - part à plus d'un an	33 848	-	-	33 848
Dettes de loyer - part à plus d'un an	-	-	-	-
Autres passifs financiers	2 514	-	-	2 514
Passifs d'impôt différé	340	1 738	-	2 078
Autres passifs non courants	815	-	-	815
PASSIFS COURANTS	175 963	-	-	175 971
Provisions court terme	7 824	-	-	7 824
Dettes financières à long terme - moins d'un an	45 336	-	-	45 336
Dettes fournisseurs d'exploitation	47 606	-	-	47 606
Passifs sur contrats	21 316	-	(1 045)	20 272
Autres passifs courants	53 681	-	1 053	54 733
Passifs d'impôt exigible	200	-	-	200
PASSIFS DESTINÉS A LA VENTE	-	-	-	-
TOTAUX DU PASSIF	381 883	1 730	8	383 621

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2018 publié	Impact IFRS 3R	Impact IFRS 5	30/06/2018 retraité
CHIFFRE D'AFFAIRES	143 164	-	(20 145)	123 019
Production immobilisée	3 657	-	(166)	3 491
Production stockée	750	-	(36)	714
Autres produits de l'activité	3 054	-	(200)	2 853
Achats consommés	(81 643)	-	10 289	(71 354)
Charges de personnel	(61 691)	-	8 512	(53 179)
Impôts et taxes	(1 791)	-	264	(1 527)
Dotations aux amortissements et provisions nettes des reprises	(7 543)	-	466	(7 077)
Autres produits et charges d'exploitation	655	-	493	1 148
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT	(1 389)	-	(523)	(1 912)
Eléments non courants du résultat opérationnel	(2 424)	(117)	(51)	(2 592)
RESULTAT OPERATIONNEL	(3 813)	(117)	(574)	(4 504)
CHARGES ET PRODUITS FINANCIERS	(307)	-	52	(255)
Impôt sur le résultat	(307)	33	182	(92)
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	42	-	-	42
RESULTAT APRES IMPOT DES ACTIVITES POURSUIVIES	(4 384)	(84)	(340)	(4 808)
Résultat net des activités non poursuivies	-	-	340	340
RESULTAT NET	(4 384)	(84)	-	(4 468)
Résultat net part des minoritaires	871	39	-	910
RESULTAT NET PART DU GROUPE	(3 514)	(45)	-	(3 559)

Retraitement des comptes au 31 décembre 2018 et impacts d'IFRS 16 au 1^{er} janvier 2019

Les impacts des modifications apportées aux états financiers 2018 ainsi que l'impact d'IFRS 16 au 1^{er} janvier 2019 sont décrits dans les tableaux suivants :

(en milliers d'euros)	31/12/2018 publié	Ajustements IFRS 3R	Autres ajustements	31/12/2018 retraité	Impact IFRS 16	1/1/2019 retraité
ACTIFS NON COURANTS	143 174	357	-	143 531	21 080	164 611
Ecarts d'acquisition	64 639	(1 752)	-	62 887	-	62 887
Autres immobilisations incorporelles	40 303	2 109	-	42 412	-	42 412
Immobilisations corporelles	27 180	-	-	27 180	(3 311)	23 869
Droits d'utilisation	-	-	-	-	24 391	24 391
Immeubles de placement	298	-	-	298	-	298
Coûts d'obtention et d'exécution de contrats	1 436	-	-	1 436	-	1 436
Participations dans les entreprises associées	998	-	-	998	-	998
Autres actifs financiers	4 419	-	-	4 419	-	4 419
Actifs d'impôt différé	3 902	-	-	3 902	-	3 902
Autres actifs non courants	-	-	-	-	-	-
ACTIFS COURANTS	240 558	-	50	240 608	(355)	240 253
Stocks nets	28 256	-	1 811	30 066	-	30 066
Créances clients nettes	72 665	-	1 316	73 982	-	73 982
Actifs sur contrats	53 394	-	(3 077)	50 318	-	50 318
Autres actifs courants	17 938	-	-	17 938	(355)	17 584
Actifs d'impôt exigible	26 296	-	-	26 296	-	26 296
Autres actifs financiers courants	6	-	-	6	-	6
Trésorerie et autres équivalents	42 002	-	-	42 002	-	42 002
ACTIFS DESTINÉS A LA VENTE	-	-	-	-	-	-
TOTAUX DE L'ACTIF	383 732	357	50	384 138	20 726	404 864

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2018 publié	Ajustements IFRS 3R	Autres ajustements	31/12/2018 retraité	Impact IFRS 16	1/1/2019 retraité
CAPITAUX PROPRES (PART DU GROUPE)	95 974	(35)	-	95 938	-	95 938
INTERETS MINORITAIRES	65 600	(27)	-	65 573	-	65 573
PASSIFS NON COURANTS	58 965	569	-	59 535	16 758	76 293
Provisions long terme	8 945	-	-	8 945	-	8 945
Dettes financières à long terme - part à plus d'un an	45 309	-	-	45 309	(1 131)	44 179
Dettes de loyer - part à plus d'un an	-	-	-	-	17 889	17 889
Autres passifs financiers	2 660	-	-	2 660	-	2 660
Passifs d'impôt différé	1 441	569	-	2 010	-	2 010
Autres passifs non courants	611	-	-	611	-	611
PASSIFS COURANTS	163 192	-	50	163 092	3 967	167 059
Provisions court terme	5 805	-	-	5 805	-	5 805
Dettes financières à long terme - moins d'un an	25 532	-	-	25 532	(1 096)	24 436
Dettes de loyer - part à moins d'un an	-	-	-	-	5 065	5 065
Autres passifs financiers courants	16	-	-	16	-	16
Dettes fournisseurs d'exploitation	48 544	-	-	48 544	-	48 544
Passifs sur contrats	30 150	-	(1 485)	28 666	-	28 666
Autres passifs courants	52 890	(151)	1 534	54 274	-	54 274
Passifs d'impôt exigible	255	-	-	255	-	255
PASSIFS DESTINÉS A LA VENTE	-	-	-	-	-	-
TOTAUX DU PASSIF	383 732	357	50	384 138	20 726	404 864

(en milliers d'euros)	31/12/2018 publié	Impact IFRS 3R	Impact IFRS 5	31/12/2018 retraité
CHIFFRE D'AFFAIRES	296 004	-	(42 834)	253 170
Production immobilisée	7 806	-	(265)	7 541
Production stockée	819	-	162	981
Autres produits de l'activité	7 019	-	(449)	6 571
Achats consommés	(166 280)	-	21 898	(144 382)
Charges de personnel	(122 273)	-	17 150	(105 123)
Impôts et taxes	(3 672)	-	459	(3 213)
Dotations aux amortissements et provisions nettes des reprises	(14 823)	-	801	(14 023)
Autres produits et charges d'exploitation	(305)	-	934	630
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT	4 295	-	(2 143)	2 152
Eléments non courants du résultat opérationnel	(2 667)	(127)	-	(2 794)
RESULTAT OPERATIONNEL	1 628	(127)	(2 143)	(642)
CHARGES ET PRODUITS FINANCIERS	(1 110)	-	107	(1 003)
Impôt sur le résultat	(2 526)	34	313	(2 173)
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	67	-	-	67
RESULTAT APRES IMPOT DES ACTIVITES POURSUIVIES	(1 942)	(93)	(1 717)	(3 752)
Résultat net des activités non poursuivies	-	-	1 717	1 717
RESULTAT NET	(1 942)	(93)	-	(2 035)
Résultat net part des minoritaires	77	40	-	117
RESULTAT NET PART DU GROUPE	(1 865)	(52)	-	(1 917)

NOTE 2 PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

2.1 Évolutions du périmètre de consolidation en 2019

La liste complète des sociétés consolidées figure en note 15.

Les variations du périmètre de consolidation du semestre sont les suivantes :

- prise de contrôle (acquisition de la totalité des titres) le 3 janvier 2019 des sociétés L'EMBOUT FRANÇAIS et SURDIFUSE (pôle Impression 3D) ; les deux sociétés sont consolidées par intégration globale à partir du début de l'année ;
- prise de contrôle (augmentation de capital) le 30 janvier 2019 de la société YWORK (pôle Protection des Installations à Risques) ; la société est consolidées par intégration globale à partir du début de l'année ; des intérêts minoritaires complémentaires ont été acquis en juin 2019 ;
- cession de deux petites sociétés du pôle Protection des Installations à Risques : la société NTS (filiale de CIMLEC Industrie) début avril 2019, la société est consolidée jusque fin mars, au sein des activités non poursuivies ; la société HOEKSTRA SUWALD TECHNIK B.V. en date du 12 avril 2019.

Par ailleurs, trois sociétés du pôle Systèmes Intelligents de Sûreté ont été fusionnées en janvier 2019 sans que cela ait un impact sur les comptes du groupe et les intérêts minoritaires de la société IP GESTION (pôle Impression 3D) ont été acquis, sans modification du contrôle.

2.2 Contributions des regroupements d'entreprises

Les évaluations à la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels acquis des sociétés L'EMBOUT FRANÇAIS et SURDIFUSE ne sont pas encore finalisées ; elles feront l'objet d'ajustements éventuels sur le prochain semestre (12 mois suivant la date d'acquisition).

Les actifs et passifs acquis des sociétés se décomposent ainsi :

(en milliers d'euros)	Valeur comptable	Réévaluation à la juste valeur	Entrée de périmètre
Actifs incorporels (dont fonds de commerce)	389	646	1 035
Actifs corporels et financiers	231	-	231
Droits d'utilisation	593	-	593
Stocks	85	-	85
Créances clients et autres créances	598	-	598
Créances sociales et fiscales	95	-	95
Charges constatées d'avance	23	-	23
Trésorerie	193	-	193
Provisions retraite	-	(107)	(107)
Dettes financières	(39)	-	(39)
Dettes de loyer	(587)	-	(587)
Fournisseurs et autres dettes	(287)	-	(274)
Dettes fiscales et sociales	(241)	(33)	(241)
Impôts différés actifs / passifs	-	(145)	(145)
TOTAUX	1 053	361	1 414

NOTE 3 INFORMATION SECTORIELLE

Conformément aux dispositions de la norme IFRS 8 – *Secteurs opérationnels*, l'information sectorielle présentée ci-après est fondée sur le reporting interne utilisé par la Direction générale pour évaluer les performances et allouer les ressources aux différents secteurs. La Direction générale représente le principal décideur opérationnel au sens de la norme IFRS 8.

Les trois pôles définis comme secteurs opérationnels sont les suivants :

- pôle Protection des Installations à Risques : VIGIANS et ses filiales (notamment CLF-SATREM, AMOPSI, VAN DAM, CIMLEC et leurs filiales), NUCLEACTION et ses filiales (notamment BAUMERT et BAUMERT SUD), SERES Technologies, YWORK, STONI ;
- pôle Systèmes Intelligents de Sécurité : ECA et ses filiales ;
- pôle Impression 3D : PRODWAYS GROUP et ses filiales.

Les indicateurs clés par pôle présentés dans les tableaux ci-après sont les suivants :

- le carnet de commandes, qui correspond au chiffre d'affaires restant à comptabiliser au titre des commandes enregistrées ;
- le chiffre d'affaires, qui inclut le chiffre d'affaires réalisé avec les autres pôles ;
- l'EBITDA ;
- le résultat opérationnel courant ;
- le résultat opérationnel ;
- les frais de Recherche et de Développement inscrits à l'actif au cours de l'exercice ;
- les autres investissements corporels et incorporels.

3.1 Réconciliation des indicateurs non strictement comptables et sectoriels avec le résultat opérationnel consolidé

Le Groupe utilise des informations financières sectorielles à caractère non strictement comptable, dans un but informatif, de gestion et de planification, car ces informations lui semblent pertinentes pour évaluer la performance de ses activités pérennes. Ces informations complémentaires ne peuvent se substituer à toute mesure des performances opérationnelles et financières à caractère strictement comptable. Les données présentées par le Groupe sont toujours des données consolidées non ajustées comme les données sectorielles, sauf à ce qu'il soit expressément précisé le contraire.

Le résultat opérationnel inclut l'ensemble des produits et des charges autres que :

- les produits et charges d'intérêts ;
- les autres produits et charges financiers ;
- la quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence ;
- les impôts sur les résultats.

Pour améliorer la comparabilité des exercices et améliorer le suivi des performances opérationnelles, le Groupe a décidé d'isoler les éléments non courants du résultat opérationnel et de faire apparaître un « Résultat opérationnel courant ». Il utilise également un indicateur d'EBITDA. Ces indicateurs non strictement comptables ne constituent pas des agrégats financiers définis par les normes IFRS et peuvent ne pas être comparables aux indicateurs dénommés de façon similaire par d'autres entreprises.

- Les éléments non courants du résultat opérationnel incluent notamment le coût des actions de restructuration, constaté ou intégralement provisionné, dès lors qu'il constitue un passif résultant d'une obligation du Groupe vis-à-vis de tiers ayant pour origine une décision prise par un organe compétent matérialisé avant la date de clôture par l'annonce de cette décision aux tiers concernés et à condition que le Groupe n'attende plus de contrepartie de ces coûts. Ces coûts sont essentiellement constitués d'indemnités au titre de la fin des contrats de travail, des indemnités de licenciement, ainsi que de dépenses diverses. Les autres éléments non courants du résultat opérationnel concernent les coûts d'acquisition et de cessions d'activités, l'amortissement des incorporels acquis enregistrés dans le cadre de regroupements d'entreprises, les pertes de valeur des écarts d'acquisition et tous éléments inhabituels par leur survenance ou leur montant.
- L'EBITDA (*Earnings Before Interest, Taxes, Depreciation, and Amortization*) est défini par le Groupe comme étant le résultat opérationnel avant amortissements, pertes de valeurs, charges liées à l'attribution gratuite d'actions et éléments non courants du résultat opérationnel.

Les comptes de résultat sectoriels 2019 et 2018 sont rapprochés ci-dessous des comptes consolidés du Groupe. Ils sont établis conformément au reporting opérationnel du Groupe. Les différences entre l'information sectorielle (reporting interne) et les comptes consolidés concernent notamment le périmètre des activités suivies. En 2018 le Groupe n'intégrait plus dans son reporting deux filiales étrangères d'ECA devenues non stratégiques qui étaient en cours de cession ou fermeture de façon certaine. Des provisions au titre de l'arrêt prévu de ces activités avaient été constituées en 2017 et aucun impact significatif de ces activités sur le compte de résultat du Groupe n'était envisageable en 2018. Ces projets de fermeture ou cession ne respectaient toutefois pas les conditions justifiant d'appliquer la norme IFRS 5 – *Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées*. Pendant tout le premier semestre 2019, à l'inverse, le groupe intégrait dans son reporting la société CIMLEC et ses filiales, malgré l'existence d'un projet de cession qui s'est finalement conclu en juillet 2019. CIMLEC et ses filiales respectent les conditions justifiant d'appliquer la norme IFRS 5 – *Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées* (voir note 1.3). Le reclassement de la contribution de CIMLEC et ses filiales sur une ligne spécifique du compte de résultat est donc un écart entre le reporting opérationnel et les comptes consolidés.

Les agrégats entre le résultat opérationnel et le résultat net ne sont pas suivis par secteurs dans le reporting opérationnel du Groupe.

1^{ER} SEMESTRE 2019

(en milliers d'euros)	Protection des Installations à Risques ⁽¹⁾	Systèmes Intelligents de Sûreté	Impression 3D	Structure et éliminations	Total sectoriel	Ajustements liés aux activités non poursuivies ⁽²⁾	Consolidé
Carnet de commandes début de période	103 043	120 267	7 493	(354)	230 449	(16 498)	213 951
Carnet de commandes fin de période	107 755	545 481	6 967	(487)	659 540	(18 354)	641 186
CHIFFRE D'AFFAIRES	65 709	57 098	35 293	(938)	157 161	(21 784)	135 377
Production immobilisée	468	1 265	1 739	-	3 472	(83)	3 389
Production stockée	265	1 846	230	-	2 341	(265)	2 076
Autres produits de l'activité	143	2 303	399	-	2 844	(13)	2 831
Achats consommés	(36 681)	(31 819)	(19 130)	1 784	(85 846)	11 057	(74 789)
Charges de personnel	(25 328)	(21 080)	(15 433)	(983)	(62 825)	8 729	(54 096)
Impôts et taxes	(826)	(560)	(362)	(32)	(1 780)	326	(1 454)
Autres produits et charges d'exploitation	(272)	845	(151)	(11)	411	528	939
EBITDA	3 478	9 898	2 583	(180)	15 779	(1 506)	14 274
% du chiffre d'affaires	5,3%	17,3%	7,3%		10,0%	6,9%	10,5%
Paiement en actions	-	-	(522)	-	(522)	-	(522)
Dotations aux amortissements et provisions nettes des reprises	(2 512)	(5 716)	(3 576)	40	(11 764)	642	(11 123)
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT	966	4 182	(1 515)	(141)	3 493	(864)	2 629
% du chiffre d'affaires	1,5%	7,3%	-4,3%		-3,6%	4,5%	1,9%
Coûts de restructurations	(403)	(299)	(368)	-	(1 070)	23	(1 047)
Amortissement des incorporels reconnus à la JV lors des acquisitions	-	(111)	(505)	-	(616)	-	(616)
Provisions inhabituelles sur actifs	-	-	(80)	(150)	(230)	-	(230)
Coûts d'acquisition / cessions filiales	(797)	-	(24)	(50)	(871)	95	(777)
Totaux des éléments non courants	(1 200)	(411)	(976)	(200)	(2 786)	118	(2 669)
RESULTAT OPERATIONNEL	(234)	3 771	(2 491)	(341)	707	(746)	(40)
% du chiffre d'affaires	-0,4%	6,6%	-7,1%	n/a	0,4%	3,4%	0,0%
Frais de recherche et développement activés sur l'exercice	253	1 136	1 115	-	2 504	(71)	2 362
Autres investissements corporels et incorporels	1 335	1 189	987	123	3 635	(186)	3 263

⁽¹⁾ La contribution de CIMLEC et ses filiales est incluse dans la colonne Protection des Installations à Risques dans la mesure où ces sociétés ont été intégrées au reporting opérationnel tout au long de la période.

⁽²⁾ Les ajustements concernent la contribution de CIMLEC et ses filiales, intégrée dans l'information sectorielle mais classée dans le compte de résultat consolidé sur une seule ligne en application de la norme IFRS 5, voir note 1.3.

(en milliers d'euros)	Protection des Installations à Risques ⁽¹⁾	Systèmes Intelligents de Sûreté ⁽²⁾	Impression 3D	Structure et éliminations	Total sectoriel	Ajustements liés aux activités non poursuivies	Ajustements ⁽³⁾	Consolidé
Carnet de commandes début de période	103 668	96 505	4 838	(337)	204 674	(13 275)	(2 219)	189 181
Carnet de commandes fin de période	114 785	98 664	5 963	(329)	219 084	(16 769)	(23)	202 301
CHIFFRE D'AFFAIRES	65 684	50 129	27 552	(487)	142 878	(20 145)	286	123 019
Production immobilisée	341	2 021	1 295	0	3 657	(166)	0	3 491
Production stockée	(88)	1 098	(266)	0	743	(36)	7	714
Autres produits de l'activité	717	1 774	561	1	3 054	(200)	0	2 853
Achats consommés	(39 956)	(26 657)	(16 503)	1 737	(81 379)	10 289	(264)	(71 354)
Charges de personnel	(26 727)	(22 081)	(11 970)	(623)	(61 402)	8 512	(152)	(53 042)
Impôts et taxes	(830)	(624)	(301)	(34)	(1 788)	264	(2)	(1 527)
Autres produits et charges d'exploitation	1 061	(209)	(173)	(39)	639	493	15	1 148
EBITDA	202	5 450	195	555	6 402	(989)	(111)	5 302
% du chiffre d'affaires	0,3%	10,9%	0,7%	n/a	4,5%	4,9%		4,3%
Païement en actions	(10)	-	(128)	-	(137)	-	-	(137)
Dotations aux amortissements et provisions nettes des reprises	(1 522)	(3 708)	(2 247)	(59)	(7 536)	466	(7)	(7 077)
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT	(1 330)	1 743	(2 180)	496	(1 272)	(523)	(117)	(1 912)
% du chiffre d'affaires	-2,0%	3,5%	-7,9%	n/a	-0,9%	2,6%		-1,6%
Coûts de restructurations	(1 426)	(669)	-	-	(2 095)	(51)	-	(2 146)
Amortissement des incorporels reconnus à la juste valeur lors des acquisitions	-	(195)	(278)	-	(473)	-	-	(473)
Coûts d'acquisition	-	-	(104)	-	(104)	-	-	(104)
Impact de la liquidation de ECA SINDEL (4)	-	-	-	-	-	-	(51)	(51)
Impact de la cession du fonds de commerce de SSI (5)	-	-	-	-	-	-	181	181
Totaux des éléments non courants	(1 426)	(863)	(382)	-	(2 671)	(51)	130	(2 592)
RESULTAT OPERATIONNEL	(2 756)	880	(2 562)	496	(3 943)	(574)	13	(4 504)
% du chiffre d'affaires	-4,2%	1,8%	-9,3%	-101,7%	-2,8%	2,8%		-3,7%
Frais de recherche et développement activés sur l'exercice	473	1 893	890	-	3 257	(100)	-	3 157
Autres investissements corporels et incorporels	978	905	3 655	35	5 573	(389)	-	5 183

⁽¹⁾ La contribution de CIMLEC et ses filiales est incluse dans la colonne Protection des Installations à Risques dans la mesure où ces sociétés ont été intégrées au reporting opérationnel tout au long de la période.

⁽²⁾ Les charges liées à ECA SINDEL (déconsolidée au 1er janvier 2018) et constituées essentiellement de dotations aux provisions ainsi que la contribution de SSI (dont le fonds de commerce a été cédé en août 2018) figurent dans les ajustements.

⁽³⁾ Les ajustements concernent : la contribution de SSI, l'annulation de l'impact de la reprise de provision relative à SSI (1,1 million d'euros), l'annulation de l'impact d'ECA SINDEL (reprise de la provision constatée en 2017, résultat de déconsolidation, provisions pour risques et sur actifs concernant ECA SINDEL) ainsi que le reclassement de la contribution de CIMLEC et ses filiales en activité non poursuivie (application rétrospective de la norme IFRS 5, voir note 1.3).

⁽⁴⁾ Le Groupe a constitué au 31 décembre 2017 une provision de 1,5 million d'euros liée aux conséquences d'un litige majeur avec un client engageant la continuité d'exploitation d'ECA SINDEL. Les actifs liés à ce client étaient également provisionnés dans les comptes de la filiale. Au 31 décembre 2018, la société est en liquidation judiciaire, elle a été déconsolidée, l'impact net négatif sur la période (reprise de la provision de 2017, résultat de déconsolidation, provisions sur les actifs liés à ECA SINDEL) est de 99 milliers d'euros.

⁽⁵⁾ Le Groupe avait constitué en 2017 une provision pour risques et charges de 1,1 million d'euros au titre de la cession ou la fermeture de SSI. La provision visait à couvrir des passifs nés de l'arrêt d'activité et la dépréciation prévisible des actifs (stocks). En 2018 la provision pour risques et charges a été reprise et réallouée aux actifs et passifs correspondants, selon leur valeur recouvrable ou exigible et résultant de l'accord de cession conclu le 31 août 2018. L'impact net sur la période est de 221 milliers d'euros.

3.2 Chiffre d'affaires par zone géographique

1^{ER} SEMESTRE 2019

(en milliers d'euros)	France	%	Europe	%	Autres	%	Total CA
Protection des Installations à Risques	50 973	78%	11 035	17%	3 701	6%	65 709
Systèmes Intelligents de Sureté	26 158	46%	9 103	16%	21 838	38%	57 098
Impression 3D	24 440	69%	6 246	18%	4 606	13%	35 293
Structure et éliminations	(933)	n/s	(5)	n/s	-	-	(938)
Ajustements	(18 277)	84%	(2 493)	11%	(1 014)	5%	(21 784)
TOTAUX	82 360		23 887		29 131		135 377
%	61%		18%		22%		100%

1^{ER} SEMESTRE 2018

(en milliers d'euros)	France	%	Europe	%	Autres	%	Total CA
Protection des Installations à Risques	51 158	78%	10 304	16%	4 222	6%	65 684
Systèmes Intelligents de Sureté	27 950	56%	5 437	11%	16 742	33%	50 129
Impression 3D	19 546	20%	5 459	25%	2 547	11%	27 552
Structure et éliminations	(757)	n/s	270	n/s	-	-	n/s)
Ajustements	(16 360)	82%	(3 383)	17%	(116)	1%	(19 859)
TOTAUX	81 537		18 088		23 394		123 019
%	66%		15%		19%		100%

NOTE 4 DONNÉES OPÉRATIONNELLES

4.1 Dotations aux amortissements et provisions nettes des reprises

(en milliers d'euros)	30/06/2019	30/06/2018*	31/12/2018*
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS			
immobilisations incorporelles	(3 718)	(3 205)	(6 527)
immobilisations corporelles	(2 788)	(2 315)	(4 605)
immobilisations en location financement	-	(428)	(876)
Coûts d'obtention et d'exécution de contrats	(3 394)	-	-
Droits d'utilisation	(751)	(1 026)	(1 918)
SOUS-TOTAUX	(10 650)	(6 973)	(13 927)
DOTATIONS AUX PROVISIONS NETTES DES REPRISES			
stocks et encours	(362)	122	209
actif circulant	366	(340)	(289)
risques et charges	(476)	115	(16)
SOUS-TOTAUX	(472)	(104)	(96)
TOTAUX DOTATIONS NETTES AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	(11 123)	(7 077)	(14 023)

* Colonne juin et décembre 2018 retraitées des éléments détaillés en note 1.3.

Les amortissements augmentent fortement au premier semestre 2019 essentiellement en raison des nouveaux amortissements relatifs aux droits d'utilisation (IFRS 16).

4.2 Stocks et travaux en cours

(en milliers d'euros)	30/06/2019	30/06/2018*	31/12/2018*
Matières premières	17 404	15 994	17 023
Encours de production	6 771	4 719	5 035
Produits intermédiaires et finis	3 914	4 664	5 076
Marchandises	3 600	3 065	2 932
STOCKS ET ENCOURS, VALEURS NETTES	31 689	28 442	30 066

* Colonne juin et décembre 2018 retraitée des éléments détaillés en note 1.3.

Les travaux en cours attachés uniquement à des contrats à l'avancement avec des clients sont classés en « actifs de contrat » ou « passifs de contrats » (application de la norme IFRS 15).

4.3 Coûts d'obtention et d'exécution de contrats

En application d'IFRS 15, les coûts d'obtention de contrats sont inscrits à l'actif et amortis. Il s'agit très essentiellement de commissions sur ventes qui étaient auparavant constatés en charges au moment du fait générateur.

(en milliers d'euros)	30/06/2019	30/06/2018	31/12/2018
Coûts d'obtention de contrats	9 975	8 115	8 792
Amortissements	8 107	6 464	7 356
COÛTS D'OBTENTION DE CONTRATS, VALEURS NETTES	1 868	1 651	1 436

4.4 Clients, actifs et passifs sur contrats

Les créances clients sont des créances facturées donnant droit certain à un paiement.

Les « actifs sur contrats » et « passifs sur contrats » sont déterminés contrat par contrat. Les « actifs sur contrats » correspondent aux contrats en cours dont la valeur des actifs créés excède les avances reçues. Les passifs sur contrats correspondent à l'ensemble des contrats dans une situation où les actifs (créances à l'avancement) sont inférieurs aux passifs (avances reçues des clients et produits différés enregistrés quand la facturation émise est supérieure au chiffre d'affaires reconnu à date). Ces rubriques découlent de l'application de la norme IFRS 15.

Le carnet de commandes (chiffre d'affaires restant à comptabiliser) est indiqué par pôle en note 3.1.

(en milliers d'euros)	30/06/2019	30/06/2018*	31/12/2018*
Créances clients	67 621	61 642	78 444
Pertes de valeurs	(3 440)	(4 599)	(4462)
CLIENTS, VALEURS NETTES	64 181	57 043	73 982

* Colonne juin et décembre 2018 retraitée des éléments détaillés en note 1.3.

(en milliers d'euros)	30/06/2019	30/06/2018*	31/12/2018*
Travaux en cours (A)	841	860	510
Créances à l'avancement (B)	82 084	87 552	79 999
Acomptes reçus (C)	(28 408)	(41 408)	(30 167)
Produits différés (D)	-	(8)	(24)
ACTIFS SUR CONTRATS (A)+(B)-(C)-(D)	54 517	46 996	50 318

* Colonne juin et décembre 2018 retraitée des éléments détaillés en note 1.3.

(en milliers d'euros)	30/06/2019	30/06/2018*	31/12/2018*
Travaux en cours (A)	(217)	(53)	(265)
Créances à l'avancement (B)	(1 634)	(2 642)	(896)
Acomptes reçus (C)	17 023	6 632	13 646
Produits différés (D)	11 898	14 847	14 801
Autres dettes (E)	2 151	1 489	1 381
PASSIFS SUR CONTRATS -(A)-(B)+(C)+(D)+(E)	29 221	20 272	28 666

* Colonne juin et décembre 2018 retraitée des éléments détaillés en note 1.3.

4.5 Autres actifs courants

(en milliers d'euros)	30/06/2019			31/12/2018*
	Valeurs brutes	Dépréciations	Valeurs nettes	Valeurs nettes
Avances et acomptes versés	2 018	-	2 018	1 515
Débiteurs divers	3 390	(177)	3 212	4 138
Créances sociales et fiscales	11 625	-	11 625	10 194
Autres	3	-	3	3
Charges constatées d'avance	3 349	-	3 349	2 089
TOTAUX AUTRES DEBITEURS COURANTS	20 384	(177)	20 207	17 938

* Colonne décembre 2018 retraitée des éléments détaillés en note 1.3.

4.6 Autres passifs courants et non courants

(en milliers d'euros)	30/06/2019	31/12/2018*
Fournisseurs	45 623	48 023
Fournisseurs d'immobilisations	7	521
TOTAUX FOURNISSEURS	45 630	48 544
Avances et acomptes reçus	150	3
Dettes sociales	20 187	22 737
Dettes fiscales	17 828	18 335
Dettes diverses	9 530	4 878
Produits différés relatifs au Crédit d'Impôt Recherche	8 252	8 319
TOTAUX DES AUTRES PASSIFS COURANTS	55 948	54 274
Avances conditionnées	554	611
TOTAUX DES AUTRES PASSIFS NON COURANTS	554	611

* Colonne décembre 2018 retraitée des éléments détaillés en note 1.3.

Les produits différés correspondent à du crédit d'impôt recherche qui sera constaté en résultat au fur et à mesure de l'amortissement des actifs correspondant.

Les dettes diverses incluent les dividendes votés en Assemblée Générale en juin 2019 et à verser en juillet 2019 pour 5,7 millions d'euros (dont 1,4 millions d'euros à verser par ECA SA aux minoritaires au sein de son capital).

NOTE 5 CHARGES ET AVANTAGES DU PERSONNEL

5.1 Effectifs

	30/06/2019	30/06/2018	31/12/2018
Systèmes Intelligents de Sécurité	626	656	614
Protection des Installations à Risques	792	930	921
Impression 3D	445	397	460
Structure	7	7	7
EFFECTIF TOTAL	1 870	1 990	2 002
EFFECTIF MOYEN	1 861	1 981	1 830

Au 30 juin 2019, les effectifs incluent 327 personnes (pôle Protection des Installations à Risques) exerçant leurs activités au sein des activités non poursuivies.

5.2 Provisions pour retraites et engagements assimilés

Les provisions à long terme concernent uniquement les indemnités de départ en retraite pour 10 095 milliers d'euros. Pour ce semestre, les hypothèses retenues sont les mêmes qu'au 31 décembre 2018 hormis le taux d'actualisation qui est passé de 1,58% à 0,77%. L'impact constaté sur les capitaux propres de la période, en raison de cette diminution de taux, s'élève à 1 264 milliers d'euros (SORIE).

5.3 Paiements fondés sur les actions

PRODWAYS GROUP avait mis en place des plans d'attribution gratuite d'actions en 2016. L'acquisition définitive des 261 900 actions nouvelles PRODWAYS GROUP pour lesquelles les conditions d'acquisition ont été respectées est intervenue en avril 2019.

Le 31 janvier 2019 le Conseil d'administration de PRODWAYS GROUP a arrêté un nouveau plan d'attribution gratuite d'actions. Au titre de ce plan, 802 800 actions PRODWAYS GROUP pourraient être créées en fonction de l'atteinte de conditions de présence et de conditions de performance concernant les exercices 2019 à 2021. La valeur potentielle des actions est de 2 142 milliers d'euros, une charge de 317 milliers d'euros (hors charges sociales) a été comptabilisée au cours du semestre.

NOTE 6 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

6.1 Ecarts d'acquisition

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2019	31/12/2018*
VALEURS NETTES		
AU 1^{ER} JANVIER	62 887	56 638
Activités non poursuivie	(649)	-
AU 1^{ER} JANVIER RETRAITE	62 238	56 638
Acquisitions	1 964	6 834
Variations de périmètre	(122)	(585)
Sorties	-	-
Autres mouvements	-	-
Effet des variations de change	-	-
AU 30 JUIN	64 080	62 887
<i>Dont dépréciations cumulées</i>	<i>(498)</i>	<i>(498)</i>

* Colonne 31/12/2018 retraitée des éléments détaillés en note 1.3

Les écarts d'acquisition ont diminué en 2018 du fait de la cession des filiales EN Moteurs et AI GROUP ainsi que l'allocation de l'écart d'acquisition pour SOLIDSCAPE. En 2018 et 2019 les nouveaux écarts d'acquisition concernent en totalité le pôle Impression 3D.

6.2 Immobilisations incorporelles

(en milliers d'euros)	Projets de développements	Autres immobilisations incorporelles	Immobilisations en cours	TOTAUX
VALEURS BRUTES				
AU 1 ^{ER} JANVIER 2019 ⁽¹⁾	72 670	25 889	639	99 198
Retraitement des activités non poursuivies	(1 279)	(1 047)	(1)	(2 326)
AU 1 ^{ER} JANVIER 2019 RETRAITE	71 391	24 843	638	96 872
Acquisitions	2 362	296	325	2 983
Variations de périmètre	-	634	-	634
Sorties	-	(22)	-	(22)
Autres mouvements	-	47	(37)	10
Effet des variations de change	4	10	-	14
AU 30 JUIN 2019 (A)	73 757	25 809	926	100 491
AMORTISSEMENTS ET PERTES DE VALEURS				
AU 1 ^{ER} JANVIER 2019 ⁽¹⁾	42 724	14 062	-	56 786
Retraitement des activités non poursuivies	(945)	(870)	-	(1 815)
AU 1 ^{ER} JANVIER 2019 RETRAITE	41 778	13 193	-	54 971
Dotations aux amortissements	3 568	702	-	4 271
Variations de périmètre	-	(8)	-	(8)
Pertes de valeur	-	-	-	-
Sorties	-	(19)	-	(19)
Autres mouvements	-	12	-	12
Effets des variations de change	2	-	-	2
AU 30 JUIN 2019 (B)	45 348	13 881	-	59 229
VALEURS NETTES				
AU 1 ^{ER} JANVIER 2019	29 613	11 650	638	41 901
AU 30 JUIN 2019 (A)-(B)	28 409	11 928	926	41 262

⁽¹⁾ Ouverture retraitée des éléments détaillés en note 1.3.1.

Il n'a pas été identifié d'indices de pertes de valeur significatives au cours du 1^{er} semestre 2019.

6.3 Immobilisations corporelles et immeubles de placement

(en milliers d'euros)	Terrains et constructions	Agencements et matériel	Terrains et constructions en location-financement	Matériel en location-financement	Immobilisations en cours	Avances et acomptes	Immeubles de placement	TOTAUX
VALEURS BRUTES								
AU 31 DECEMBRE 2018	15 961	46 811	4 429	5 182	473	29	298	73 182
Application d'IFRS 16 sur les contrats de location financement	-	-	(4 429)	(5 182)	-	-	-	(9 611)
Retraitement des activités non poursuivies	(1 389)	(3 912)	-	-	(10)	-	-	(5 311)
AU 1 ^{ER} JANVIER 2019	14 571	42 899	-	-	463	29	298	58 260
Acquisitions	36	2 252	-	-	338	16	-	2 643
Variations de périmètre	(21)	663	-	-	4	-	-	645
Sorties	-	(799)	-	-	-	(12)	-	(811)
Autres mouvements	-	(1 151)	-	-	(36)	-	-	(1 151)
Effet des variations de change	1	20	-	-	1	-	-	23
AU 30 JUIN 2019	14 588	43 884	-	-	769	33	298	59 572
AMORTISSEMENTS ET PERTES DE VALEURS								
AU 31 DECEMBRE 2018	7 351	32 044	3 017	3 283	-	-	-	45 695
Application d'IFRS 16 sur les contrats de location financement	-	-	(3 017)	(3 283)	-	-	-	(6 300)
Retraitement des activités non poursuivies	(1 253)	(3 110)	-	-	-	-	-	(4 363)
AU 1 ^{ER} JANVIER 2019	6 098	28 934	-	-	-	-	-	35 032
Dotations aux amortissements	370	2 358	-	-	-	-	-	2 727
Variations de périmètre	(21)	538	-	-	-	-	-	517
Pertes de valeur	-	60	-	-	-	-	-	60
Sorties	-	(628)	-	-	-	-	-	(628)
Autres mouvements	-	(10)	-	-	-	-	-	(10)
Effets des variations de change	1	12	-	-	-	-	-	12
AU 30 JUIN 2019	6 448	31 262	-	-	-	-	-	37 710
VALEURS NETTES								
AU 1 ^{ER} JANVIER 2019	8 473	13 966	1 412	1 899	463	29	298	26 539
AU 30 JUIN 2019	8 140	12 622	-	-	769	33	298	21 862

6.4 Droits d'utilisation des biens en location

Les contrats de location retraités selon IFRS 16 s'inscrivent au bilan comme suit :

(en milliers d'euros)	Droits d'utilisation - immobilier	Droits d'utilisation d'autres actifs corporels	TOTAUX
VALEURS BRUTES			
AU 31 DECEMBRE 2018	-	-	-
Reclassement des contrats de location financement (valeurs nettes)	1 412	1 899	3 311
Première application de la norme IFRS 16	17 690	3 588	21 278
Retraitement des activités non poursuivies	(1 004)	(1 020)	(2 024)
AU 1 ^{ER} JANVIER 2019	18 098	4 477	22 576
Acquisitions	7 880	850	8 729
Variations de périmètre	521	72	593
Sorties	(437)	(45)	(482)
Autres mouvements	-	-	-
Effet des variations de change	(4)	-	(5)
AU 30 JUIN 2019	26 058	5 354	31 412
AMORTISSEMENTS			
AU 31 DECEMBRE 2018	-	-	-
Première application de la norme IFRS 16	-	10	10
AU 1 ^{ER} JANVIER 2019	-	10	10
Dotations aux amortissements	2 156	1 238	3 394
Variations de périmètre	-	-	-
Sorties	(437)	(39)	(476)
Autres mouvements	-	-	-
Effets des variations de change	(1)	-	(1)
AU 30 JUIN 2019	1 718	1 209	2 927
VALEURS NETTES			
AU 1 ^{ER} JANVIER 2019	18 098	4 467	22 566
AU 30 JUIN 2019	24 340	4 145	28 485

NOTE 7 DÉTAIL DES FLUX DE TRÉSORERIE

7.1 Variation du besoin en fonds de roulement

(en milliers d'euros)	Note	Ouverture ⁽¹⁾	Activités non poursuivies	Mouvts de périmètre	Variation exercice	Autres movts ⁽²⁾	Écarts de conversion	CLOTURE
Stocks nets		30 063	(669)	(591)	1 687	1 192	8	31 689
Clients nets		72 665	(7 175)	678	(1 996)	-	9	64 181
Actifs sur contrats		51 638	(6 143)	-	9 023	-	-	54 517
Avances et acomptes		1 515	(92)	4	591	-	-	2 018
Charges constatées d'avance		1 745	(305)	23	1 885	-	1	3 349
SOUS-TOTAUX	A	157 626	(14 384)	114	11 189	1 192	19	155 754
Dettes fournisseurs		48 021	(5 972)	230	3 343	-	1	45 623
Passifs sur contrats		30 200	(3 186)	(0)	2 199	-	7	29 221
Avances et acomptes		4	-	14	282	(150)	-	150
Produits constatés d'avance		143	-	(93)	1 965	-	(3)	2 012
SOUS-TOTAUX	B	78 368	(9 157)	150	7 790	(150)	5	77 007
BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT D'EXPLOITATION	C = A - B	79 258	(5 227)	(37)	3 399	1 342	13	78 748
Coûts d'obtention et d'exécution des contrats		1 436	-	-	432	-	-	1 868
Créances fiscales et sociales		36 490	(789)	18	(516)	-	-	35 204
Comptes courants débiteurs		2	-	-	-	-	-	2
Débiteurs divers		2 817	(307)	(64)	191	(1)	-	2 637
SOUS-TOTAUX	D	40 746	(1 096)	(46)	107	(1)	-	39 711
Dettes fiscales et sociales		41 481	(6 651)	87	3 462	-	(2)	38 378
Intérêts courus		-	-	-	-	-	-	-
Dettes diverses et instruments dérivés ⁽¹⁾		8 158	19	78	1 248	(3 385)	25	6 142
Comptes courants créditeurs		1	(1)	-	-	-	-	-
Produits constatés d'avance CIR et subventions		6 641	(29)	-	(372)	-	-	6 240
SOUS-TOTAUX	E	56 282	(6 663)	165	4 338	(3 385)	22	50 759
AUTRES ELEMENTS DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	F = D - E	(15 535)	5 567	(211)	(4 231)	3 384	(22)	(11 049)
BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	G = C + F	63 722	340	(248)	(832)	4 726	(9)	67 699

⁽¹⁾ À l'ouverture, des corrections ont été apportées, voir note 1.3.

⁽²⁾ La colonne « Autres mouvements » concerne des flux qui n'ont pas touché le résultat des activités poursuivies ni généré de mouvement de trésorerie.

7.2 Trésorerie nette sur acquisitions et cessions de filiales

En 2018 le Groupe a notamment acquis la société SOLIDSCAPE et cédé la société EN MOTEURS, dont une partie du prix de cession a été encaissé en 2019. Au premier semestre 2019 le Groupe a notamment acquis les sociétés L'EMBOUT FRANÇAIS-SURDIFUSE et les intérêts minoritaires de INTERSON PROTAC et versé un complément de prix relatif à AVENAO.

(en milliers d'euros)	30/06/2019	31/12/2018
Encaissements	921	2 567
Décaissements	(6 515)	(12 399)
Trésorerie des sociétés acquises / sortante	268	2 667
TOTAUX	(5 326)	(7 165)

NOTE 8 FINANCEMENTS ET INSTRUMENTS FINANCIERS

8.1 Endettement financier brut

ECA avait contractée en juillet 2018 une ligne de crédit d'investissement de 3 millions d'euros. A fin 2018 le crédit était tiré à hauteur de 2 millions d'euros. Le million résiduel a été tiré au cours du 1^{er} semestre 2019. Par ailleurs, INITIAL a souscrit un nouvel emprunt de 163 milliers d'euros remboursables sur 5 ans en mars 2019 pour financer ses investissements.

Variation des emprunts et dettes financières

(en milliers d'euros)	Dettes liées aux contrats de location-financement	Emprunts obligataires	Emprunts auprès des établissements de crédit	Autres dettes financières diverses	DETTES FINANCIERES	Concours bancaires courants	ENDETTEMENT FINANCIER BRUT (2)
AU 31 DECEMBRE 2018*	2 229	1 343	60 741	2 151	66 464	4 333	70 797
Reclassement des contrats de location-financement	(2 229)	-	-	-	(2 229)	-	(2 229)
AU 1^{ER} JANVIER 2019	-	1 343	60 741	2 151	64 235	4 333	68 568
Emission/souscription de nouveaux emprunts	-	-	8 228	43	8 271	5 102	13 373
Remboursements	-	(200)	(5 187)	(532)	(5 919)	(4 333)	(10 252)
Autres variations (1)	-	30	67	(1)	96	-	96
Entrées/sorties de périmètre	-	-	40	-	40	-	40
Effet des variations de change	-	-	2	1	4	-	4
AU 30 JUIN 2019	-	1 173	63 890	1 663	66 726	5 102	71 829

* Retraité des éléments détaillés en note 1.3.

(1) Variations sans impact sur la trésorerie, liées aux taux d'intérêt effectifs et aux intérêts courus des emprunts.

(2) N'inclut pas la dette de loyers calculée selon IFRS 16.

Échéancier des emprunts et dettes financières

(en milliers d'euros)	30/06/2019	Ventilation des échéances à plus d'un an						
		< 1 an	> 1 an	1 à 2 ans	2 à 3 ans	3 à 4 ans	4 à 5 ans	>5 ans
Emprunts obligataires	1 173	348	826	358	369	99	-	-
Emprunts auprès des établissements de crédit	63 890	24 127	39 764	17 359	5 773	1 886	14 050	696
Autres dettes financières diverses	1 663	648	1 015	43	14	14	-	943
ENDETTEMENT FINANCIER HORS CONCOURS BANCAIRES COURANTS	66 726	25 122	41 604	17 761	6 156	1 999	14 050	1 639
Concours bancaires courants	5 102	5 102	-	-	-	-	-	-
ENDETTEMENT FINANCIER BRUT	71 829	30 224	41 604	17 761	6 156	1 999	14 050	1 639

GROUPE GORGE SA dispose d'une ligne de crédit de 10 millions d'euros. Cette ligne initialement confirmée jusqu'en juillet 2020 a été renouvelée de façon anticipée en juillet 2019, elle est désormais à échéance juillet 2024. Au 30 juin 2019 la ligne est utilisée à hauteur de 7 millions d'euros.

PRODWAYS GROUP dispose d'une ligne de crédit renouvelable de 10 millions d'euros, destinée à financer des besoins généraux ou des opérations de croissance externe. La ligne de crédit est confirmée pour 10 millions d'euros jusqu'en juin 2019 puis ensuite pour un montant dégressif de 2,5 millions d'euros par an jusqu'en décembre 2022. Aucun tirage n'a été effectué.

ECA dispose de deux lignes de crédit de 10 millions d'euros chacune. Ces lignes sont confirmées jusqu'en juillet 2020 et juillet 2021. Au 30 juin 2019 ces lignes sont utilisées à hauteur de 10 millions d'euros.

Les emprunts à moins d'un an incluent 17 millions de tirages renouvelables effectués par ECA SA et GROUPE GORGE SA dans le cadre de lignes de crédit confirmées.

8.2 Trésorerie et dette nette

(en milliers d'euros)	30/06/2019	1/1/2019*
Valeurs mobilières de placement et dépôts à terme	2 714	2 718
Disponibilités	35 077	37 241
TRÉSORERIE BRUTE (A)	37 791	39 959
Instrument financiers (B)	9	-
Concours bancaires courants (C)	5 102	4 333
TRÉSORERIE (D) = (A) + (B) - (C)	32 698	35 626
Endettement financier (E)	66 726	64 235
TRÉSORERIE (DETTE) NETTE (D) - (E)	(34 029)	(28 609)
Auto contrôle ECA & PRODWAYS GROUP	2 065	901
Auto contrôle GROUPE GORGÉ	73	44
TRÉSORERIE (DETTE) NETTE AJUSTÉE, AVANT IFRS 16	(31 890)	(27 664)

* La colonne 1^{er} janvier 2019 inclut le reclassement de la dette de location financement en dette de loyer, en application d'IFRS 16.

8.3 Dette de loyers valorisée selon IFRS 16

Les dettes de loyers valorisées selon IFRS 16 ont varié comme suit :

(en milliers d'euros)	Dettes liées aux contrats de location
AU 31 DECEMBRE 2018	-
Reclassement de la dette de location financement	2 227
Première application de la norme IFRS 16	20 938
Retraitement des activités non poursuivies	(1 991)
AU 1^{ER} JANVIER 2019	21 174
Nouveaux contrats de location	8 730
Remboursements	(3 450)
Autres variations ⁽¹⁾	36
Entrée/sortie de périmètre	587
Effet des variations de change	(3)
AU 30 JUIN 2019	27 074

⁽¹⁾ Variations sans impact sur la trésorerie, liées aux intérêts courus.

Échéancier de la dette de loyers

(en milliers d'euros)	30/06/2019	Dettes à plus d'un an						
		< 1 an	> 1 an	1 à 2 ans	2 à 3 ans	3 à 4 ans	4 à 5 ans	>5 ans
DETTE DE LOYERS SELON IFRS 16	27 074	5 817	21 257	4 543	3 394	2 871	2 612	7 838

8.4 Instruments financiers dérivés

Les actionnaires minoritaires de MAURIC et de SERES TECHNOLOGIES disposent d'options de vente exerçables dans le cadre de pactes d'actionnaires. Ces options sont valorisées à la juste valeur par capitaux propres.

Les actionnaires minoritaires d'IP GESTION disposaient d'options de vente exerçables à partir de 2023 et PRODWAYS GROUP disposait d'une option d'achat exerçable à partir de 2021. Ces options étaient valorisées à la juste valeur par capitaux propres. Les parties ayant convenu d'une cession des actions sous option au premier semestre 2019, la valeur des options est désormais nulle.

(en milliers d'euros)	Ouverture	Entrée	Levée d'options	Effet capitaux propres	Autres	Clôture
Option d'achat SERES TECHNOLOGIES	1 383	-	-	48	-	1 431
Option d'achat INTERSON PROTAC	930	-	-	(930)	-	-
Option d'achat MAURIC	347	-	-	(4)	-	343
TOTAUX NON COURANTS	2 660	-	-	(885)	-	1 775

8.5 Participations dans les entreprises associées

Les mouvements de l'exercice sont les suivants :

(en milliers d'euros)	Ouverture	Résultat	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres	30/06/2019
1 ROBOTICS	3	-	-	-	-	3
DENTOSMILE	995	51	-	-	-	1 046
TOTAL DES TITRES MIS EN EQUIVALENCE	998	51	-	-	-	1 049

8.6 Titres de participation non consolidée

Le Groupe détient une participation de 4,02 % dans la société WANDERCRAFT. La société a réalisé une augmentation de capital en juin 2019 (qui explique la dilution du Groupe, qui détenait 4,69% au 31 décembre 2018). En application d'IFRS 9, les titres WANDERCRAFT ont été évalués à leur juste valeur par le biais du résultat. L'impact sur le résultat du semestre s'élève à 1 million d'euros, sur la ligne « autres produits et charges d'exploitation » du compte de résultat.

(en milliers d'euros)	Ouverture	Entrée	Résultat 2019	Effet capitaux propres	Autres	Clôture
WANDERCRAFT	500	-	996	-	-	1 496

8.7 Charges et produits financiers

(en milliers d'euros)	30/06/2019	30/06/2018*	31/12/2018*
Intérêts et charges assimilées	(441)	(891)	(1 684)
Produits des autres valeurs mobilières	(2)	8	(9)
Résultat net sur cessions de valeurs mobilières de placement	7	16	101
Coût de l'endettement financier net	(436)	(867)	(1 591)
Autres intérêts et produits assimilés	395	490	490
Charges d'intérêts des dettes de loyer	(139)	-	-
Différence nette de change	(39)	127	133
Dotations financières nettes des reprises	-	(6)	(34)
CHARGES ET PRODUITS FINANCIERS	(218)	(255)	(1 003)

* Colonnes juin et décembre 2018 retraitées des éléments détaillés en note 1.3.

Les autres produits financiers incluent des intérêts moratoires perçus dans le cadre de remboursements de créances de crédit d'impôt recherche, pour 623 milliers d'euros en 2018 et 363 milliers d'euros en 2019.

NOTE 9 IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS

9.1 Détail des impôts sur les résultats

Trois intégrations fiscales sont réalisées au sein du GROUPE GORGÉ : au niveau de GROUPE GORGÉ SA, d'ECA SA et de PRODWAYS GROUP SA, avec pour chacune des trois sociétés l'ensemble des sociétés françaises pour lesquelles les conditions réglementaires sont réunies.

Ventilation de la charge d'impôt

(en milliers d'euros)	30/06/2019	30/06/2018*	31/12/2018*
Impôts différés	(280)	825	217
Impôts exigibles	(1 957)	(917)	(2 390)
CHARGE D'IMPOT	(2 237)	(92)	(2 173)

* Colonnes juin 2018 et décembre 2018 retraitées des éléments détaillés en note 1.3.

La charge d'impôt n'inclut pas le Crédit Impôt Recherche (CIR) ni le Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi (CICE), classés en « Autres produits de l'activité ». Elle inclut en revanche la Contribution sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE).

Dettes et créances d'impôt

(en milliers d'euros)	30/06/2019	31/12/2018*
Créance d'impôt	23 579	26 296
Impôt exigible	363	253
CREANCE / (DETTE) D'IMPOT NETTE	23 216	26 043

* Colonne décembre 2018 retraitée des éléments détaillés en note 1.3.

Les créances d'impôt sont constituées principalement de créances de Crédit d'Impôt Recherche et de Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi qui n'ont pas pu être imputées sur de l'impôt à payer.

9.2 Impôts différés

Ventilation des impôts différés par nature

(en milliers d'euros)	30/06/2019	31/12/2018*
DIFFERENCES TEMPORELLES		
Retraites et prestations assimilées	1 714	1 961
Frais de développement	(4 620)	(4 677)
Subventions	(39)	10
Contrats de location - Location financement	(353)	(269)
Instruments financiers dérivés	(20)	(30)
Juste valeur – IFRS 3	(2 510)	(2 389)
IFRS 15	(19)	80
Autres	224	399
SOUS-TOTAUX	(5 623)	(5 755)
Décalages temporaires	91	438
Déficits reportables	6 131	6 398
CVAE	(22)	(30)
TOTAUX	578	1 891
IMPOTS DIFFERES PASSIF	(1 768)	(2 010)
IMPOTS DIFFERES ACTIF	2 346	3 902

* Colonne décembre 2018 retraitée des éléments détaillés en note 1.3.

NOTE 10 CAPITAUX PROPRES ET RÉSULTAT PAR ACTION

10.1 Capitaux propres

Au 30 juin 2019, le capital social de GROUPE GORGÉ SA s'élève à 13 502 843 €, constitué de 13 502 843 actions de 1 euro de nominal chacune, totalement libérées.

En juin 2019, un dividende de 0,32 euro par action a été versé, soit 4 320 milliers d'euros. Le dividende versé en 2018 était équivalent.

Actionnariat

	30-juin-2019				31-déc-18			
	Actions	% de capital	Droits de vote exerçables en AG ⁽²⁾	% droits de vote exerçables en AG	Actions	% de capital	Droits de vote exerçables en AG ⁽²⁾	% droits de vote exerçables en AG
Famille GORGÉ ⁽¹⁾	7 583 125	56,16 %	14 862 967	71,19 %	7 583 125	56,16 %	14 862 967	71,19 %
Auto-détention	4 494	0,03 %	-	-	5 234	0,04 %	-	-
Public	5 915 224	43,81 %	6 016 271	28,81 %	5 914 484	43,80 %	6 015 249	28,81 %
Totaux	13 502 843	100 %	20 879 238	100 %	13 502 843	100 %	20 878 216	100 %

⁽¹⁾ « Famille GORGÉ » désigne les titres détenus en direct par Jean-Pierre GORGÉ, fondateur du Groupe, soit 115 219 titres, ceux détenus en direct par Raphaël GORGÉ (230 334 titres) ainsi que les titres détenus par PÉLICAN VENTURE SAS, société holding contrôlée par trois membres de la famille GORGÉ.

⁽²⁾ Les droits de vote exerçables en AG excluent les titres détenus en auto-détention. Le nombre de droits de vote théoriques peut être obtenu en additionnant le nombre de droits de vote exerçables en AG et le nombre de titres détenus en auto-détention.

10.2 Résultat par action

	30/06/2019	30/06/2018*	31/12/2018*
Nombre moyen pondéré d'actions	13 507 563	13 497 239	13 508 279
Dividende par action versé au titre de l'exercice précédent	-	-	0,32
RÉSULTAT PAR ACTION <i>(en euros)</i>	(0,153)	(0,264)	(0,142)
RÉSULTAT PAR ACTION DES ACTIVITÉS POURSUIVIES <i>(en euros)</i>	(0,175)	(0,288)	(0,263)
Actions potentielles dilutives ⁽¹⁾	-	-	-
Nombre moyen pondéré d'actions après dilution	13 507 563	13 497 239	13 508 279
RÉSULTAT PAR ACTION DILUÉ <i>(en euros)</i>	(0,153)	(0,264)	(0,142)
RÉSULTAT PAR ACTION DILUÉ DES ACTIVITÉS POURSUIVIES <i>(en euros)</i>	(0,175)	(0,288)	(0,263)

⁽¹⁾ Il n'existe plus d'actions potentielles dilutives à la date d'arrêté des comptes.

* Colonnes juin et décembre 2018 retraitées des éléments détaillés en note 1.3.

NOTE 11 AUTRES PROVISIONS ET PASSIFS EVENTUELS

<i>Provisions à court terme (en milliers d'euros)</i>	Litiges	Garanties données aux clients	Pertes à terminaison	Amendes et pénalités	Autres	TOTAUX
AU 31 DECEMBRE 2018	954	777	1 380	45	2 648	5 805
Reclassement des activités non poursuivies	-	-	(9)	-	(292)	(301)
AU 1ER JANVIER 2019	954	777	1 371	45	2 357	5 504
Dotations (+)	37	101	334	15	277	764
Utilisations (-)	(114)	(50)	(109)	(3)	(404)	(678)
Reprises (-)	(32)	(32)	(325)	-	(49)	(438)
IMPACT SUR LE RÉSULTAT DE PÉRIODE	(109)	19	(99)	13	(176)	(353)
Variations de périmètre	-	-	-	-	(34)	(34)
Autres mouvements	-	-	-	-	141	141
Effet des variations de change	-	-	-	-	-	-
AU 30 JUIN 2019	845	795	1 272	57	2 288	5 257

NOTE 12 ACTIFS NON COURANTS DETENUS EN VUE DE LA VENTE ET ACTIVITES ABANDONNEES

Comme indiqué en note 1.3.3, le Groupe applique la norme IFRS 5 – *Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées* qui requiert une comptabilisation et une présentation spécifique des actifs (ou groupe d'actifs) détenus en vue de la vente et des activités arrêtées, cédées ou en cours de cession.

En juin 2019, le Groupe a annoncé le projet de cession de la filiale CIMLEC Industrie (pôle Protection des Installations à Risques) à SPIE. La cession effective est intervenue en juillet 2019. Le compte de résultat et le tableau des flux de trésorerie au 30 juin et au 31 décembre 2018 ont été modifiés pour que la contribution de CIMLEC Industrie apparaisse sur une ligne distincte.

La contribution des activités non poursuivies est la suivante :

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2019	30/06/2018	31/12/2018
CHIFFRE D'AFFAIRES	21 784	20 145	42 834
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT	864	523	2 143
Eléments non courants du résultat opérationnel	(118)	51	-
RESULTAT OPERATIONNEL	746	574	2 143
CHARGES ET PRODUITS FINANCIERS	(33)	(52)	(107)
Impôt sur le résultat	(389)	(182)	(319)
RESULTAT APRES IMPOT DES ACTIVITES NON POURSUIVIES	324	340	1 717

(en milliers d'euros)	30/06/2019	30/06/2018	31/12/2018
RÉSULTAT NET DES ACTIVITÉS NON POURSUIVIES	324	340	1 717
CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT (après neutralisation du coût de l'endettement financier net et des impôts)	1 539	788	2 699
Impôts versés	(252)	(163)	(385)
Variation du besoin en fonds de roulement	(1 098)	(1 957)	(1 789)
FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR L'ACTIVITÉ (A)	189	(1 331)	525
FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT (B)	(234)	(513)	(928)
FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT (C)	(448)	(8)	(34)
VARIATION DE TRÉSORERIE (D=A+B+C)	(494)	(1 852)	(436)
<i>Incidence des variations de taux de change</i>	-	-	-
TRÉSORERIE A L'OUVERTURE	2 019	2 788	2 788
Reclassement de trésorerie ⁽¹⁾	(184)	364	(332)
TRÉSORERIE A LA CLOTURE	1 341	1 300	2 019

⁽¹⁾ Correspond à l'impact des flux avec les activités poursuivies.

NOTE 13 TRANSACTIONS RÉALISÉES AVEC DES PARTIES LIÉES

Les parties liées sont les personnes (administrateurs, dirigeants de GROUPE GORGÉ ou des principales filiales) ou les sociétés détenues ou dirigées par ces personnes. Les transactions suivantes réalisées par le groupe au cours du semestre avec des parties liées ont été identifiées :

<i>en milliers d'euros, dans les comptes du groupe</i>	PELICAN VENTURE	FILIALES de PELICAN VENTURE	CBG CONSEIL
Compte de résultat			
Chiffre d'affaires	96	10	-
Autres produits	-	-	-
Achats et charges externes	(133)	-	(8)
Bilan			
Créances clients	-	-	-
Dettes fournisseurs	-	-	1
Dividendes	2 316	-	-
Prêts	-	-	-
Dépôts de garantie reçus	8	5	-

PELICAN VENTURE est une société holding, actionnaire principal de GROUPE GORGÉ.

NOTE 14 AUTRES NOTES

14.1 Engagements

Les engagements du groupe tels qu'ils figurent dans l'annexe aux comptes consolidés 2018 n'ont pas évolué de façon significative.

14.2 Faits exceptionnels et litiges

La société et ses filiales sont engagées dans diverses procédures concernant des litiges. Après examen de chaque cas et après avis des conseils, les provisions jugées nécessaires ont été, le cas échéant, constituées dans les comptes.

Aucune évolution significative des litiges n'est à mentionner par rapport aux informations données dans l'annexe aux comptes consolidés au 31 décembre 2018.

14.3 Événements postérieurs

La cession effective de la société CIMLEC Industrie (et de ses filiales) est intervenue le 9 juillet 2019. Cette cession génère sur le second semestre 2019 une plus-value de plus de 20 millions d'euros.

GROUPE GORGÉ a acquis en juillet 2019 les 5% du capital de VIGIANS détenus par un minoritaire. Le capital des activités de protection incendie en France (pôle Protection des Installations à Risques) a été réorganisé simultanément. Le management détient désormais 30% du capital d'une holding regroupant les activités de CLF-SATREM, AMOPSI et SVF. Cette opération n'a pas d'impact sur le résultat consolidé du second semestre.

Les deux opérations précitées génèrent pour le groupe une trésorerie disponible additionnelle de plus de 33 millions d'euros.

GROUPE GORGÉ SA disposait d'une ligne de crédit confirmée de 10 millions d'euros à échéance juillet 2020. Cette ligne a été de crédit a été renouvelée par anticipation en juillet 2019, la nouvelle échéance est désormais juillet 2024.

Les lignes de crédit confirmées d'ECA ont été réaménagées au cours de l'été 2019. Une nouvelle ligne de crédit de 15 millions d'euros a été mise en place avec LCL, confirmée sur 5 ans. Une ligne existante de 10 millions d'euros avec le CIC à échéance juillet 2021 doit faire l'objet d'un avenant en septembre pour être portée à 15 millions d'euros échéance septembre 2024. Enfin, une ligne existante de 10 millions d'euros avec BNPP échéance juillet 2020 est en cours de renouvellement pour le même montant, échéance 2022. ECA va donc disposer de 40 millions de lignes de crédit confirmées, échéance mi-2022 pour 10 millions et mi-2024 pour 30 millions.

Le groupe a finalisé en août l'acquisition pour un prix de 2,25 millions d'euros d'un bâtiment à Chavanod (38). Après travaux ce bâtiment accueillera en 2020 sur un site unique l'ensemble des activités de la filiale INITIAL. Cette acquisition et les travaux feront l'objet d'un financement bancaire conclu en septembre 2019.

Il n'y a pas d'autre évènement significatif intervenu entre le 30 juin 2019 et la date du Conseil d'administration qui a procédé à l'arrêté des comptes consolidés condensés.

NOTE 15 LISTE DES SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES

Sociétés	Société mère au 30 juin 2019	% de contrôle		% d'intérêt		Méthode	
		JUIN 2019	2018	JUIN 2019	2018	JUIN 2019	2018
GRUPE GORGÉ SA	Société consolidante	Top	Top	Top	Top	IG	IG
Structure							
SCI DES CARRIÈRES	GRUPE GORGÉ SA	100,00	100,00	100,00	100,00	IG	IG
GORGÉ EUROPE INVESTMENT (Pays-Bas)	VIGIANS	100,00	100,00	95,00	95,00	IG	IG
GORGÉ NETHERLANDS (Pays-Bas)	GORGÉ EUROPE INVESTMENT	90,58	91,58	86,05	87,00	IG	IG
Systèmes Intelligents de Sûreté							
ECA ⁽²⁾	GRUPE GORGÉ SA	75,71	75,68	61,12	61,12	IG	IG
ECA AEROSPACE	ECA SA	100,00	100,00	61,12	61,12	IG	IG
ECA AUTOMATION (anciennement ECA CNAI)	ECA AEROSPACE	100,00	100,00	61,12	61,12	IG	IG
ECA DEV 1 ⁽¹⁾	ECA SA	100,00	100,00	61,12	61,12	IG	IG
ECA DYNAMICS ⁽¹⁾	ECA SA	51,00	51,00	31,17	31,17	IG	IG
ECA FAROS	ECA SA	100,00	100,00	61,12	61,12	IG	IG
ECA GROUP ASIA (Singapour)	ECA SA	100,00	100,00	61,12	61,12	IG	IG
ECA ROBOTICS	ECA SA	100,00	100,00	61,12	61,12	IG	IG
ECA ROBOTICS BELGIUM (Belgique)	ECA ROBOTICS	100,00	100,00	61,12	61,12	IG	IG
ECA SINTERS ⁽³⁾	ECA AEROSPACE	-	100,00	-	61,12	-	IG
EN MOTEURS ⁽⁴⁾	ECA EN	-	100,00	-	61,12	-	IG
ELTA ⁽³⁾	ECA AEROSPACE	-	100,00	-	61,12	-	IG
MAURIC	ECA SA	60,06	60,06	36,71	36,71	IG	IG
OK18 SYTEMS ⁽¹⁾ (anciennement SSI) (États-Unis)	ECA SA	100,00	100,00	61,12	61,12	IG	IG
TRITON IMAGING ⁽¹⁾ (États-Unis)	ECA SA	100,00	100,00	61,12	61,12	IG	IG
1ROBOTICS ⁽¹⁾ (États-Unis)	ECA SA	29,89	29,89	49,51	49,51	MEQ	MEQ
Protection des Installations à Risques							
AI GROUP ⁽⁵⁾	VIGIANS	-	100,00	-	95,00	-	IG
AMOPSI	VIGIANS	80,00	80,00	76,00	76,00	IG	IG
VIGIANS	GRUPE GORGÉ SA	95,00	95,00	95,00	95,00	IG	IG
BAUMERT	NUCLÉACTION	100,00	100,00	99,49	99,49	IG	IG
BAUMERT HONG KONG	BAUMERT	100,00	100,00	99,49	99,49	IG	IG
CIMLEC INDUSTRIAL ⁽⁶⁾ (Roumanie)	CIMLEC INDUSTRIE	100,00	100,00	95,00	95,00	IG	IG
CIMLEC INDUSTRIE ⁽⁶⁾	BALISCO / CLF	100,00	100,00	95,00	95,00	IG	IG
CLF-SATREM	VIGIANS	100,00	100,00	95,00	95,00	IG	IG
COMMERCY ROBOTIQUE ⁽⁶⁾	CIMLEC INDUSTRIE	100,00	100,00	95,00	95,00	IG	IG
COMMERCY ROBOTICA ⁽⁶⁾ (Espagne)	COMMERCY ROBOTIQUE	100,00	100,00	95,00	95,00	IG	IG
GORGÉ-HOEKSTRA HOLDING (Pays-Bas)	GORGÉ NETHERLANDS	100,00	100,00	86,05	87,00	IG	IG
HOEKSTRA-SUWALD TECHNIEK ⁽⁷⁾ (Pays-Bas)	GORGÉ HOEKSTRA	-	100,00	-	87,00	-	IG
HOEKSTRA-SUWALD INSTALLATIE EN SOLAR (Pays-Bas)	GORGÉ HOEKSTRA	100,00	100,00	86,05	87,00	IG	IG
NTS ⁽⁶⁾	CIMLEC INDUSTRIE	100,00	100,00	95,00	95,00	IG	IG
NUCLÉACTION	GRUPE GORGÉ SA	99,49	99,49	99,49	99,49	IG	IG
PORTAFEU NUCLEAIRE	NUCLÉACTION	100,00	100,00	99,49	99,49	IG	IG
SCI MEYSSE	PORTAFEU NUCLEAIRE	100,00	100,00	99,49	99,49	IG	IG
SCI DES PORTES	GRUPE GORGÉ SA	100,00	100,00	100,00	100,00	IG	IG

SERES TECHNOLOGIES	GROUPE GORGÉ SA	70,00	70,00	70,00	70,00	IG	IG
STONI	GROUPE GORGÉ SA	100,00	100,00	100,00	100,00	IG	IG
SVF	VIGIANS	100,00	100,00	95,00	100,00	IG	IG
TENWHIL ⁽⁶⁾	CIMLEC INDUSTRIE	100,00	100,00	95,00	95,00	IG	IG
THE WIND FACTORY UK (Irlande)	GORGÉ HOEKSTRA	100,00	100,00	86,05	87,00	IG	IG
VAN DAM (Pays-bas)	GORGÉ NETHERLANDS	100,00	100,00	86,05	87,00	IG	IG
VAN DAM ASIA (Singapour)	VAN DAM	100,00	100,00	86,05	87,00	IG	IG
VAN DAM MAINTENANCE AND REPAIR (Pays-Bas)	GORGÉ NETHERLANDS	100,00	100,00	86,05	87,00	IG	IG
VAN DAM USA (Etats-Unis)	VAN DAM	100,00	100,00	86,05	87,00	IG	IG
YWORK ⁽⁸⁾	GROUPE GORGÉ SA	65,00	-	65,00	-	IG	-
Impression 3D							
AVENAO SOLUTIONS 3D	PRODWAYS GROUP	100,00	100,00	56,32	56,61	IG	IG
AVENAO INDUSTRIE	AS3D	100,00	100,00	56,32	56,61	IG	IG
CRISTAL	PRODWAYS GROUP	95,00	95,00	53,51	53,78	IG	IG
DELTAMED (Allemagne)	PRODWAYS GROUP	100,00	100,00	56,61	56,61	IG	IG
DENTOSMILE	PRODWAYS ENTREPRENEURS	20,00	20,00	11,26	11,32	MEQ	MEQ
EXCELTEC	PRODWAYS GROUP	100,00	100,00	56,32	56,61	IG	IG
INITIAL	PRODWAYS GROUP	100,00	100,00	56,32	56,61	IG	IG
INTERSON PROTAC	IP GESTION	100,00	100,00	56,32	42,46	IG	IG
IP GESTION	PRODWAYS GROUP	100,00	75,00	56,32	42,46	IG	IG
L'EMBOUT FRANÇAIS ⁽⁶⁾	PRODWAYS GROUP	100,00	-	56,32	-	IG	-
PRODWAYS AMERICAS (Etats-Unis)	PRODWAYS	100,00	100,00	56,32	56,61	IG	IG
PRODWAYS GROUP	GROUPE GORGÉ SA	56,32	56,61	56,32	56,61	IG	IG
PRODWAYS DISTRIBUTION ⁽¹⁾	PRODWAYS GROUP	100,00	100,00	56,32	56,61	IG	IG
PRODWAYS	PRODWAYS GROUP	100,00	100,00	56,32	56,61	IG	IG
PRODWAYS CONSEIL	PRODWAYS GROUP	90,00	90,00	50,69	50,95	IG	IG
PRODWAYS ENTREPRENEURS ⁽¹⁾	PRODWAYS GROUP	100,00	100,00	56,32	56,61	IG	IG
PODO 3D	PRODWAYS GROUP	82,07	82,07	46,22	46,46	IG	IG
PRODWAYS MATERIALS (Allemagne)	DELTAMED	100,00	100,00	56,32	56,61	IG	IG
PRODWAYS RAPID ADDITIVE FORGING	PRODWAYS GROUP	100,00	100,00	56,32	56,61	IG	IG
PRODWAYS 2 ⁽¹⁾	PRODWAYS GROUP	100,00	100,00	56,32	56,61	IG	IG
SCI CHAVANOD ⁽¹⁾	PRODWAYS GROUP	100,00	100,00	56,32	56,61	IG	IG
SOLIDSCAPE (Etats-Unis)	PRODWAYS GROUP	100,00	100,00	56,32	56,61	IG	IG
SURDIFUSE ⁽⁶⁾	PRODWAYS GROUP	100,00	-	56,32	-	IG	-
VARIA 3D ⁽⁴⁾	PRODWAYS GROUP	70,50	70,50	39,43	39,63	IG	MEQ
3D SERVICAD	AS3D	100,00	100,00	56,32	56,61	IG	IG

⁽¹⁾ Sociétés sans activité ;

⁽²⁾ Les pourcentages de contrôle concernant la société ECA tiennent compte des droits de votes doubles ;

⁽³⁾ ELTA et ECA SINTERS ont fusionné avec ECA AEROSPACE en date du 3 janvier 2019 ;

⁽⁴⁾ Consolidée jusqu'à sa sortie du périmètre le 10 décembre 2018 ;

⁽⁵⁾ Consolidée jusqu'à sa sortie du périmètre le 31 octobre 2018 ;

⁽⁶⁾ Consolidée au sein des activités non poursuivies (IFRS 5) ;

⁽⁷⁾ Consolidée jusqu'à sa sortie du périmètre le 31 mars 2019 ;

⁽⁸⁾ Consolidée à partir de janvier 2019.

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE

(Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2019)

PricewaterhouseCoopers Audit

63 rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine Cedex

RSM PARIS

26 rue Cambacérés
75008 Paris

Aux Actionnaires,

GROUPE GORGÉ

19 Rue du Quatre Septembre
75002 PARIS

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société GROUPE GORGÉ, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I - Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives, obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 1. 3. 2 « Application d'IFRS 16 – Contrats de location » de l'annexe aux comptes semestriels consolidés condensés qui expose l'incidence de l'application au 1^{er} janvier 2019 de la nouvelle norme IFRS 16 « Contrats de location ».

II - Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris, le 18 septembre 2019

Les Commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

David Clairotte
43

RSM PARIS

Stéphane Marie

ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT SEMESTRIEL

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-avant présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Raphaël GORGÉ, Président Directeur Général.